L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE
JEUDI 23 NOVEMBRE 72 N° 167

28e Anniversaire de la Révolution albanaise

LE PEUPLE D'ALBANIE CONSTRUIT LE SOCIALISME

L'Albanie socialiste fêtera, le 28 novembre, le 28e anniversaire de son indépendance. Le 28 novembre 1944, ce petit pays de 1,2 million d'habitants s'est libéré *par ses seules forces*. 700 000 occupants, fascistes italiens et nazis allemands, avaient foulé son sol ! Ils durent battre en retraite devant les partisans albanais — non sans avoir ravagé un pays qui était, à l'époque, le plus arriéré d'Europe.

Aujourd'hui, l'Albanie est libre, indépendante, socialiste. En 28 années, son peuple a accompli, dans tous les domaines, un bond en avant prodigieux, impensable dans notre vieux système capitaliste pourrissant.

Les raisons qu'a le peuple travailleur de France de se sentir solidaire du peuple albanais et de développer l'amitié avec lui sont multiples et profondes.

Hier pays dominé et pillé sans vergogne par l'impérialisme (notamment italien), l'Albanie joue aujourd'hui un rôle considérable sur la scène internationale. L'Albanie s'oppose avec autant de résolution que de succès à la politique hégémonique des deux superpuissances impérialistes d'aujourd'hui, les U.S.A. et l'U.R.S.S., qui à la fois collaborent et se disputent pour se partager les sphères d'influence et dominer le monde et qui sont les principaux fauteurs de guerre.

L'Albanie qui a su, grâce à la lutte courageuse de son peuple, résister aux assauts concertés de l'Union soviétique et des U.S.A., défend ouvertement et résolument la souveraineté des nations et l'indépendance des peuples, elle soutient leur lutte contre l'agression, les pressions et les interventions brutales des deux superpuissances.

L'Albanie s'est opposée avec une fermeté et un courage exemplaires à la politique expansionniste des révisionnistes de Moscou, qui vise à asservir les peuples de l'Europe orientale ; elle soutient le peuple tchécoslovaque contre l'agression fasciste de l'U.R.S.S. ; elle a quitté le Pacte de Varsovie, qui, de pacte défensif et anti-impérialiste, est devenu un instrument d'agression et un moyen d'oppression des peuples entre les mains du social-impérialisme soviétique. Cela, le peuple albanais ne le fait pas par « antisoviétisme » — car il n'oublie pas l'amitié forgée du temps de Staline avec les peuples soviétiques.

L'Albanie est un pays européen et méditerranéen, comme la France : elle a, à cet égard, une politique qui nous intéresse tout particulièrement. La République Populaire d'Albanie se prononce clairement

(Suite page 9)

Mines de Potasse d'Alsace

LES MINEURS EN GRÈVE OCCUPENT LES PUITS

La semaine dernière, manifestation des grévistes à leur arrivée à Paris.

Mardi 28 Novembre à 20 h. 30 **A LA MUTUALITE** (Métro : Maubert-Mutualité)

MEETING DE L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-ALBANAISES

à l'occasion du 28e anniversaire de la révolution albanaise

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

« Une bataille gagnée n'est pas la victoire », tel était le titre de l'appel de notre numéro 165 dans le cadre de la bataille de « l'Humanité Rouge » pour un 12 pages chaque semaine.

Trois conditions y étaient exposées et il nous paraît nécessaire de les rappeler.

PREMIERE CONDITION :

Il faut augmenter sensiblement la diffusion militante pour parvenir à la doubler le plus vite possible, organiser des « tournées » par le porte-à-porte, abandonner les points de vente peu efficaces et renforcer ceux qui permettent de bonnes ventes.

DEUXIEME CONDITION :

Il est indispensable que le soutien de masse par la souscription permanente assure une recette de 3 000 F (300 000 anciens francs).

TROISIEME CONDITION :

Il est nécessaire que les recettes des diffusions soient adressées à la trésorerie de « l'Humanité Rouge » sans aucun retard et que toutes les dettes anciennes soient apurées d'urgence.

Mais cette semaine, la souscription permanente est d'un chiffre inférieur de moitié à l'exigence de la deuxième condition, 3 000 F minimum chaque semaine. Même si nous faisons le bilan des trois dernières semaines, nous nous apercevons que nous sommes au-dessous du chiffre fixé pour assurer la parution d'un 12 pages, soit à peine 2 950 F.

Nous devons donc **« avoir les chiffres en tête »**, poursuivre notre combat avec hardiesse auprès des masses, dans cette période si riche en luttes économiques et politiques.

Nous devons expliquer, expliquer sans cesse, que notre presse marxiste-léniniste ne vit que de l'argent des travailleurs manuels et intellectuels, contrairement à la presse bourgeoise — y compris « l'Humanité » blanche, « La Vie ouvrière » — qui reçoit les fonds du capitalisme exploiteur soit directement, soit au travers d'une publicité outrancière dite de « consommation ».

Notre presse marxiste-léniniste doit se donner les moyens financiers pour mener sa campagne idéologique prolétarienne au moment où la bourgeoisie monopoliste intensifie sa campagne électoraliste, où dirigeants révisionnistes et réformistes tentent de mystifier les travailleurs avec leur « Programme commun » qui n'est rien d'autre qu'un programme bourgeois.

Allons hardiment vers les masses, faisons confiance aux masses pour renverser l'obstacle — le révisionnisme moderne — à la révolution prolétarienne, et abattre l'ennemi principal, le capitalisme.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien à H.R. - Léon	10
Un jeune fonctionnaire	3
Vive le 6e Congrès du P.T.A.	3
E. Thaelmann	20
Des M.L. des A.M.	20
Un élève technicien	20
C.D.H.R. Nord	100
Pour H.R. (en timbres)	1
G.D. - Pour H.R. 12 pages	46,60
C.D.H.R. Cdt Bourgat	95
Un cheminot et sa femme	5
Un lycéen	1
Un lycéen du Technique	1
Un communiste italien	1
Un ouvrier portugais	1
Une future institutrice	6
Des militants	14
Un groupe d'enseignants de l'Ouest - Soutien à H.R.	150
Soutien à notre Journal	22
Pour la défense de l'H.R. Un ancien Résistant du 11e	50
Des militants	142
A.L.T. - Vive la lutte classe contre classe	20,45
H.R. vaincra ! - R.S.	5
H.R. vaincra ! - B.J.	20
Vive la dictature du prolétariat - Léon	10
Soutien à H.R.	3
Un camarade stéphanois	
A.B.P.	27,30
Sympathisants Paris	100
Un camarade ouvrier	5
C.D.H.R. Gustave Flourens (novembre)	60
Un couple de travailleurs	5
C.D.H.R. Ouandlé	8,50
En plus de mon abonnement - Soutien à H.R.	34
Camarades et sympathisants	413
Un étudiant	50
Un étudiant	20
Des diffuseurs	5
En plus d'un abonnement	1
Un espagnol du F.R.A.P.	3
Supplément à brochure	2,70
Total de la semaine	1 504,55
Total précédent	235 484,90
Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	236 989,45

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Pour les grévistes du Kaolin Bretagne - Des employés P.T.T.	15,61

AFFICHEZ H. R.

Communiqué de Presse du Journal "Lévé" (Martinique)

Dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 novembre, quatre hommes armés de matraques agressent le directeur de publication de « Lévé », Henri Ductor, qui circulait sur la route de Sainte-Thérèse.

Parmi ces quatre hommes, un dénommé Pierre Lorsold, notoirement connu pour être un surveillant aux Etablissements Prisunic (lequel Lorsold appartient à un corps de police privé dirigé par un certain Iman).

On en est déjà au stade des milices fascistes !...

Contraint de monter dans une 403 bâchée (N° 79 H.P. 97-2) conduite par Lorsold, Henri Ductor se retrouve, chose étrange, au... commissariat de police où il est séquestré.

Empreintes digitales, questionnaires, photos sous tous les angles, rien ne lui est épargné. Il n'est relâché que le dimanche matin.

Cette arrestation arbitraire montre une fois de plus que le système colonialiste français, aveuglé par la défense de ses intérêts à la Martinique, ne respecte même pas ses propres lois pour frapper ceux qui le gênent.

Plainte a été déposée contre Lorsold et ses acolytes pour agression à mains armées, violences, menaces et séquestration.

La rédaction de « Lévé ».

Sur un marché...

Au marché, dimanche, on diffusait le journal à côté de notre panneau consacré à la mise en liberté de l'assassin de Pierre Overney.

Beaucoup de personnes, surtout des jeunes, se souvenaient très bien de Pierre Overney et s'indignaient que son assassin ait été libéré.

On a discuté avec un jeune ouvrier d'une trentaine d'années, arrivé il y a 6 mois de sa Picardie natale. Mais quant au reste : « Je ne fais pas de politique, m'a-t-il dit ; on est complètement paumé dans tous ces partis"; les patrons eux comprennent mieux la chose que nous et n'en ont pas 36. »

Mais il faut que les ouvriers aient un parti à eux, le parti révolutionnaire du prolétariat, ai-je dit, s'ils veulent vaincre un jour la bourgeoisie. Et je lui ai raconté comment le Parti communiste marxiste-léniniste de France (interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968 ; mais selon des sources diverses, il poursuit son action) avait été fondé par d'anciens du P« C »F quand ils s'étaient rendu compte qu'il n'était plus communiste et avait cessé d'être du côté des ouvriers qui voudraient conquérir le socialisme. Il a reconnu qu'un parti comme ça était nécessaire et que ça lui paraissait valable, quitte à ce qu'il y ait un parti de plus.

En parlant de l'unité des travailleurs il a été d'accord que c'est l'unité à la base qui est fondamentale, et ça l'a choqué d'apprendre que si « communistes » et « socialistes » avaient un programme commun, par contre ils ne prévoyaient pas d'actions de masse communes ni de comités de soutien de base : « l'unité des partis sans l'unité à la base ça ne donne pas grand chose » a-t-il dit.

Comme on parlait de programme commun, je lui ai rappelé que le P« C »F était déjà venu au gouvernement en 45-47 et que finalement en disant aux ouvriers : « Retroussez vos manches pour reconstruire la France », il avait donné un coup de main à la bourgeoisie qui l'avait d'ailleurs remplacé par d'autres au gouvernement quand elle n'en avait plus eu besoin.

Il m'a alors raconté : « C'est vrai, les ouvriers en ont mis un coup à ce moment-là pour se retrouver du pareil au même alors que ça a profité aux patrons ; je ne fais pas de politique mais j'ai réfléchi pendant longtemps à ça et j'ai vu que le P« C »F est des deux côtés à la fois, pour ainsi dire, celui des ouvriers et celui des patrons ; quand la bourgeoisie est en difficulté il fait travailler les ouvriers mais ensuite c'est pas eux qui en profitent. Je ne me laisserai pas avoir comme ça ; c'est pour ça que je ne fais pas de politique ; on ne sait pas à qui on a affaire avec tous ces partis. »

Je lui ai dit qu'effectivement les patrons essayent toujours de reprendre aux ouvriers les avantages qu'ils ont été obligés de leur donner dans la lutte, et qu'à notre avis la seule manière d'en finir c'est qu'il y ait en France un régime socialiste sans patrons, où c'est les ouvriers qui ont le pouvoir. Il a déclaré qu'il n'était pas un violent mais que ça lui semblait difficile que ça arrive sans casse. Nous sommes du même avis lui ai-je répondu et quand on voit comment la bourgeoisie tue les ouvriers de sang froid comme on le raconte sur le panneau, ce serait difficile de croire autrement.

On nous traite comme des rien du tout, m'a-t-il dit en me quittant, on nous méprise sous prétexte qu'on n'a pas de diplômes ; n'empêche que c'est nous qui avons fait tout ça autour de nous ; sans nous les ouvriers on ne serait même pas sur du macadam ; la terre ce serait partout pour ainsi dire comme la forêt vierge. Il faudra bien qu'on ait un jour dans la société le rôle qui nous revient.

Entre nous soit dit...

Ouvrez grandes vos oreilles : **« Celui qui refuse de reconnaître l'existence du démon, terrible réalité, effrayante et mystérieuse, sort du cadre de l'enseignement biblique et ecclésiastique... » « Avec une astuce qui tient de la prouesse, il agit encore, il est l'ennemi occulte qui sème les erreurs et les malheurs dans l'histoire humaine. »**

Ne se croirait-on pas en plein XVIe siècle, dans l'Espagne de l'Inquisition ? Mais écoutez encore : **« Aujourd'hui, on préfère se montrer fort et sans préjugés, positivistes, en un mot. Sauf pour ajouter foi, ensuite, à tant de lubies magiques ou populaires, ou, ce qui est pire, pour ouvrir son âme aux expériences licencieuses et à celles des stupéfiants, aussi bien qu'aux SEDUCTIONS IDEOLOGIQUES DES ERREURS A LA MODE. Autant de fissures à travers lesquelles le malin peut facilement pénétrer dans l'esprit humain et l'altérer. »** Quel grand inquisiteur a pu s'exprimer ainsi et en quel siècle lointain ? Serez-vous surpris si on vous dit que ce sont là des déclarations de Paul VI qui en 1972 part en croisade pour affirmer l'existence du démon. Et ne faut-il pas voir là-dedans la contribution du pape à la campagne idéologique du fascisme dans l'Italie d'aujourd'hui ? Ah, le « bon vieux temps » des bûchers et des persécutions !

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

A BAS la LOI "ANTICASSEURS"

LOI ANTIOUVRIÈRE !

Depuis la tempête révolutionnaire de mai-juin 1968, de nombreux travailleurs ont pris conscience de la force qu'ils représentent face à la petite poignée d'exploiteurs capitalistes.

Les choses ne sont plus comme avant.

En se trempant dans la lutte **classe contre classe**, en renouant avec les vieilles traditions du mouvement ouvrier français, les travailleurs n'hésitent plus un seul instant — dans leur lutte contre le capital affameur —, **à occuper les usines, les bureaux de direction, à séquestrer les patrons ou les cadres répressifs**, à différentes formes d'actions décidées par eux-mêmes.

De plus en plus, les comités de grève, les piquets de grève, les comités de soutien placés sous le contrôle du comité de grève, font que les travailleurs remportent des succès revendicatifs, mettent en échec les forces répressives de l'Etat bourgeois.

Par exemple, à l'usine Creusot-Loire, les grévistes qui occupent l'usine depuis le 3 novembre pour leurs revendications, ne se laissent nullement intimider par le jugement du tribunal de Saint-Etienne du lundi 13 novembre, ordonnant « **l'évacuation des locaux dans les vingt-quatre heures** », et décident la poursuite de **la grève avec occupation**. Les métallos de la région saint-chamonaise ont exprimé leur solidarité active le 16 novembre par des débrayages de soutien.

L' « **ordre bourgeois** » n'est plus respecté.

La bourgeoisie monopoliste est harcelée de toute part (métallos, mineurs de potasse, dockers, cheminots, fonctionnaires, etc.) et elle recourt à la loi « anti-casseurs » comme aux usines Berliet.

Depuis de nombreuses semaines, aux usines Berliet à Vénissieux, des manifestations se déroulent successivement d'atelier en atelier pour une augmentation uniforme de 200 F par mois. C'est à la suite des manifestations du 30 octobre dans les locaux de réceptions réservés aux hôtes de la direction — ce jour-là, la direction recevait en déjeuner d'affaires des clients britanniques —, puis le 15 novembre dans les bureaux de la direction, que la direction Berliet invoque la loi anti-casseurs à l'encontre de neuf délégués (cinq C.G.T. et quatre C.F.D.T.).

Les syndicats Berliet ont réagi vivement et le 16 novembre ils ont déclaré : « **Ce qui se passe aux usines Berliet devient l'affaire de tous les travailleurs, non seulement de la région, mais du pays tout entier.** » Cette juste position a le soutien des communistes marxistes-léninistes et nous exigeons avec force que toutes sanctions soient annulées immédiatement.

Nous appelons tous les travailleurs à s'unir, à s'unir **à la base et dans l'action** pour exiger l'abolition de cette loi scélérate.

Nous voudrions rappeler que cette loi fasciste fut votée le 8 juin 1970 par la majorité réactionnaire fascisante, alors que peu de temps avant les dirigeants révisionnistes, Marchais et Duclos en tête, avaient supplié le pouvoir de réprimer les étudiants, crapuleusement amalgamés sous le vocable de : « **fascistes de gauche** » (1). Bien sûr, les révisionnistes votèrent contre, sachant très bien que la majorité était assurée. Aucune manifestation n'eut lieu, seules quelques pétitions furent portées « **dans le calme et la dignité** », pour tromper les masses. Ne faut-il pas rappeler ce court extrait du président de la République au révisionniste Ballanger à la réception des parlementaires à l'Elysée le mardi 9 juin 1970 : « **D'ailleurs vous savez bien que je ne vous ai jamais rien refusé... même pas une loi anti-casseurs.** »

Cela est fort significatif et aujourd'hui les travailleurs dans la lutte classe contre classe se débarrassent de l'influence du courant révisionniste et s'organisent pour préparer la révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

(1) Extrait de l'Editorial de « l'Humanité Rouge » n° 64 en date du 11 juin 1970.

GRÈVE GÉNÉRALE A LA SOBIO-MAYENNE

Les 230 ouvriers de la SOBIO-Mayenne ont décidé lundi 6 novembre au soir une grève générale jusqu'à satisfaction des revendications portant sur l'augmentation de leurs salaires.

Cette augmentation doit combler le retard accumulé depuis plusieurs années : la direction devrait consentir une augmentation de 20 % pour que les ouvriers atteignent un salaire moyen de 1.000 F par mois !

En effet la SOBIO-Mayenne paie très mal :

— emballeur : 27 mois de maison, salaire horaire : 4,32 F ; net mensuel : 846,00 F pour 48 h par semaine ;

— Conditionneuse spécialisée : 18 mois de maison, salaire horaire : 4,39 F, net mensuel : 796,00 F pour 45 h par semaine.

Sous la conduite de la section C.F.D.T., les ouvriers proposent :

Première solution :

— dans l'immédiat, pas de salaire horaire inférieur à 5 F soit + 45 centimes sur le SMIG ;

— pour la mi-1973, rattrapage de 47 centimes ce qui représente une augmentation globale uniforme de 92 centimes.

Deuxième solution :

— pas de salaire horaire inférieur à 5 F, ce qui entraîne la valeur du point à 4,35 avec répercussion sur tous les coefficients.

De plus, il est exigé qu'aucune sanction ne soit prise pour fait de grève.

Aujourd'hui jeudi 9 novembre une manifestation très combative s'est déroulée dans les rues de Mayenne. De nombreux slogans furent scandés et sur les banderolles on pouvait lire :

« 2 ans de présence et encore un salaire d'embauche ».

« Nous en avons marre d'être exploités ».

« Nous sommes fatigués d'être payés au SMIG ».

Un Comité de soutien devrait être formé dans les plus brefs délais.

Correspondant H.R.
Mayenne.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

SAINT-GOBAIN A ST-ROMAIN-LE-PUY

Dans cette verrerie Saint-Gobain qui exploite 500 travailleurs, les verriers et les trieurs ont décidé mardi 14 novembre de cesser le travail et d'occuper l'usine. Les travailleurs des autres services se sont joints à eux. Les travailleurs sont en lutte contre la tentative de la direction de licencier un tiers des effectifs du service triage des bouteilles occupant 140 ouvriers et contre l'augmentation des cadences. A ce jour trois ouvriers devaient ensemble trier 69 bouteilles à la minute. La direction prétend porter à 73 le nombre de bouteilles et de faire effectuer ce travail par 2 ouvriers au lieu de 3.

KAOLINS A PLEMET (Côtes du Nord)

Depuis plus de 8 semaines, les 130 ouvriers sont en grève pour une augmentation horaire de 0,80 F de l'heure pour tous et le 13e mois. Malgré une intervention des forces de répression le 10 novembre pour faire évacuer les grévistes l'action se poursuit. Avec des travailleurs venus de Olida, de Big-Dutchman, de Chaffoteau, de Clainche, du Joint Français et des Comités de soutien, les grévistes ont occupés la nationale 164 (Rennes-Brest). Un commando de gardes mobiles est venu « dégager » violemment la nationale. Un ouvrier a été sérieusement blessé à la tête par un coup de crosse. A Guingamp une soirée de solidarité a été organisée le 11 novembre par le Comité de Soutien.

CHAFFOTEAUX ET MAURY A ST-BRIEUC.

Les 1 800 travailleurs en grève depuis plus de 10 jours viennent d'obtenir un succès. Leurs revendications portaient sur une augmentation horaire de 0,50 F de l'heure pour tous, le remplacement de la prime de fin d'année par le 13e mois et une prime de transport de 13 à 30 F.
Ils obtiennent 0,45 F de l'heure pour tous, la prime de transport de 13 à 20 F et pour le 13e mois 80 % du salaire moyen.

ETS MONNIER A BESANÇON

Les 80 travailleurs qui fabriquent des boîtes de montres sont en grève illimitée. Leurs revendications : 0,30 F de l'heure uniforme et immédiate ; primes de vacances à 220 F au lieu de 1,20 ; augmentation uniforme de la prime de fin d'année de 200 F pour tous ; indemnité de transport : 5 F hebdomadaire pour ceux qui résident à Besançon et 7,50 F pour les autres.

ETS DEGRENNE A VIRE (Calvados)

Après la grève qui a duré huit jours, la direction licencie sept ouvriers membre du syndicat C.G.T.

Exigeons la réintégration de nos camarades.

Non aux licenciements !

Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

4e semaine de grève

Depuis vendredi 20 octobre, les ouvriers du Montage B à Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois) sont en grève pour leurs revendications :

— Augmentation uniforme de 0,50 F de l'heure ;
— Plus de travail au rendement ;
— A travail égal, salaire égal ;
— Paiement des heures de grève.

La très grande majorité du personnel s'étant prononcée pour la grève en cas de refus par la direction de satisfaire au cahier de revendications.

Seul la section C.F.D.T. soutient le mouvement avec l'U.L. C.F.D.T., le syndicat C.G.T. d'Idéal-Standard condamnant la grève dès le départ. Tout ce que ces MM. les Bonzes cégétistes reprochent aux grévistes, c'est de n'avoir pas fait appel à eux et d'oser élire un comité de grève « non représentatif », « composé d'éléments extérieurs au mouvement syndical », etc. D'autre part, les révisionnistes ont prétexté que les stocks étaient trop importants et qu'il fallait attendre. C'est faux ! Les stocks pour certaines chaudières sont à zéro !

Nous ne pouvons pas encore savoir tout ce que complote la C.G.T. sur le dos des travailleurs d'Idéal, mais, dès maintenant, elle montre son mépris et sa trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Face à la combativité des travailleurs, le patron tente toutes les manœuvres. Il a annoncé le lock-out de 150 ouvriers. Il a voulu remplacer un gréviste par un travailleur d'un autre atelier qui rentrait de congé maladie, fait des pressions sur les travailleurs (avec l'aide de la C.G.T. qui pousse déjà à la reprise !). Il a proposé d'augmenter 22 travailleurs (sur 100 grévistes !).

Mardi 7 novembre, des gardes privés et des agents de maîtrise du Montage B ont voulu empêcher les grévistes d'entrer, et les forcer à s'engager pour la reprise du travail. Deux délégués C.F.D.T. ont été agressés physiquement. Toutes les provocations sont bonnes pour le patron qui n'a pu cacher sa rage folle lors d'une réunion du comité d'entreprise. C'est la détermination des travailleurs à vaincre qui le rend furieux.

A la suite de l'agression, les ouvriers des Fonderies et de l'Ebarbage ont fait un débrayage de solidarité.

Car la solidarité s'organise. A Girostoel comme sur les marchés et devant les usines, le comité de grève organise lui-même des collectes, distribue les tracts informant de la lutte. Les sommes récoltées permettent aux grévistes de tenir, et la combativité est grande. Mais il faut continuer à soutenir les travailleurs en grève. Il ne faut pas que les ouvriers des autres usines Idéal-Standard en France et en Europe fassent le travail des grévistes. Face aux monopoles, la classe ouvrière doit être unie et mener le combat classe contre classe jusqu'au bout. Il faut populariser toutes les grèves comme celle d'Idéal-Standard. Envoyez vos fonds au Secours Rouge prolétarien (« H.R. ») qui transmettra au comité de grève.

Halte aux provocations de la direction d'Idéal !

Vive la lutte classe contre classe !

Les ouvriers d'Idéal-Standard vaincront !

Correspondant « H.R. ».
Le 12 novembre 1972.

Un comité de soutien s'est créé (Rouge, P.S.U., Révolution ! Politique Hebdo) contre l'avis du comité de grève qui refuse un comité de soutien où l'on met les organisations en avant et ne voulant pas se mettre sous la direction du comité de grève.

CLASSE CONTRE CLASSE

Réparations navales de Marseille : UNE GRÈVE LIQUIDÉE PAR LES DIRIGEANTS RÉVISIONNISTES

Lundi matin, 13 novembre, une assemblée générale était convoquée par les syndicats C.G.T. pour « décider » de la reprise du travail !... Un tract était distribué, « conseillant » aux grévistes de mettre fin à leur mouvement de trois semaines... pour « **préserver les acquis de la lutte** » ; des barèmes compliqués, avec taux de travail, taux intégrés, etc., voulaient donner l'impression que le patronat avait lâché des choses importantes. En fait, les travailleurs ne cachaient pas leurs sentiments : « **On n'y comprend rien ! On ne voit qu'une chose : on ne nous donne qu'une augmentation de 1,5 % !** »

L'assemblée générale a commencé par un discours assez long et mijoté de longue date... la tâche de l'orateur n'était pas facile... Comment faire avaler une couleuvre aussi grosse par les 5 000 gars ici présents ? Ça a été laborieux, mais enfin le mot est lâché : REPRISE ! Applaudissements clairsemés autour du micro officiel !

LES PLEURNICHARDS

Comprenant vite que les travailleurs étaient d'un avis différent, les dirigeants liquidateurs font appel à un personnel nombreux pour convaincre la masse écœurée qu'il faut mettre les pouces au moment où le mouvement fait le plus de mal aux patrons avides.

C'est un défilé de pleurnichards qui veulent prouver aux ouvriers que la grève ne peut plus durer... Les crédits, les loyers élevés, les enfants à la maison, et bientôt les fêtes de Noël... il n'y aura rien dans les chaussures des petits, etc. Tandis que les patrons sont forts, ils sont aidés par la « caisse noire » du C.N.P.F... d'ailleurs, dans une entreprise (laquelle ?), 20 ouvriers sur 24 ont déjà repris le travail...

« **Nous ne sommes plus au temps de « papa Terrin », à l'époque, nous pouvions tenir longtemps en ne mangeant que des patates... Maintenant, plus personne n'accepte de ne manger que des patates** », etc. Certains vieux renards ont même des trémolos dans la voix pour faire plus vrai !

Assemblée des grévistes sur le port.

CEUX QUI RESTENT DEBOUT

Plusieurs délégués, ou simples ouvriers, prennent alors la parole, au nom de ceux qui refusent de se mettre à plat ventre. Très applaudis, ils clament leur volonté de continuer la lutte... Ils rappellent les grèves victorieuses du **Joint Français** et de **Penarroya**... Ils expliquent que ce n'est pas le moment de capituler, que le mouvement unanime est près de la victoire... Ils sont l'honneur et la dignité de la classe ouvrière marseillaise !

Commencée à 8 heures, l'assemblée générale se termine à 11 heures (après trois heures de discussions) par un vote à mains levées pour décider de la suite du mouvement.

LA MAJORITE DES TRAVAILLEURS PRESENTS, 5 000 ENVIRON, SE PRONONCENT POUR LA POURSUITE DU MOUVEMENT !

LES GRANDES MANŒUVRES REVISIONNISTES

Battus, les révisionnistes ont alors recours aux grandes manœuvres, c'est-à-dire qu'ils décident d'utiliser le subterfuge de la bourgeoisie : le vote secret. Comme si les travailleurs avaient à se cacher de leurs compagnons de travail pour exprimer leur avis !... Mais comme on le sait, c'est dans l'ombre que se trament les plus mauvais coups et les chefs syndicalistes révisos convoquent les grévistes à la S.P.A.T. à 13 heures « pour voter en secret » !

Les travailleurs, écœurés par cette manœuvre, manifestent leur colère par quelques gestes à l'endroit des patrons et des révisos. « **Tiens, comme ça, j'irai voter !** », disent-ils en faisant « **le bras d'honneur** ».

Le résultat de ce « **scrutin** » destiné à s'opposer à la volonté librement exprimée par la masse largement majoritaire des grévistes, donne :

— 1 440 voix pour la reprise ;
— 558 voix contre la reprise ;
— 20 nuls ;

— Et plusieurs milliers de refus de participation à cette mascarade de vote secret (de 4 000 à 5 000 ou 6 000, le nombre exact est difficile à préciser).

Le coup est joué. « **La Marseillaise** », organe révisionniste local, pourra cacher la vérité à ses lecteurs et proclamer que la grève a été un succès.

Mais, dès notre dernier numéro, nous avions déjà lancé un appel pour déjouer les manœuvres des permanents révisionnistes.

Dans « **l'Humanité Rouge** », seul journal fidèle aux traditions de lutte de classes du passé, seul organe que reconnaîtrait aujourd'hui comme valable le vieux docker, militant du port estimé de tous, Victor Gagnaire, s'est exprimée la seule ligne conforme aux intérêts des travailleurs du port, la ligne « classe contre classe ».

De fait, les ouvriers marxistes-léninistes du port de Marseille ne se réjouissent pas de la trahison ouverte des dirigeants révisionnistes de la C.G.T., qui ont imposé la liquidation de leur grève et la reprise du travail le mardi 14 novembre... Ils avaient, certes, prévu cette trahison et mis en garde les travailleurs des Réparations navales (article de « l'Humanité Rouge » dans le numéro 166), les appelant à ne compter que sur eux-mêmes, mais ils savent bien que cette dégénérescence des dirigeants du P.« C. »F. va s'accompagner **inévitablement** de grandes difficultés pour les 6 000 ouvriers de cette importante industrie marseillaise.

L'ASPECT POSITIF

L'aspect principal de la situation nouvelle qui s'est créée à la S.P.A.T.-Durbec **est positif** : plus de la moitié des travailleurs des Réparations navales a touché du doigt, dans la pratique, la trahison de certains leaders syndicalistes en qui ils avaient encore confiance... Plus de 3 000, peut-être 4 000, travailleurs se sont détournés de ces leaders qui ont perdu toute dignité, tout esprit de lutte, pour appliquer, **contre la volonté de la majorité**, les consignes liquidatrices des faux communistes embourgeoisés du P.« C. »F. !

Ces travailleurs, les plus clairvoyants, les plus avancés, **ont commencé à rejeter la dictature idéologique et politique des traîtres** qui n'hésitent plus à brader les grèves ouvrières, en attendant de livrer le prolétariat, pieds et poings liés, à la bourgeoisie social-démocrate ou plus ouvertement réactionnaire.

L'ASPECT NEGATIF

L'aspect secondaire est que, dans l'immédiat, l'unité des ouvriers des Réparations navales est rompue, provisoirement, par les manœuvres grossières des dirigeants du faux Parti communiste de Marchais-Lazzarino et Cie. Cette situation sera, n'en doutons pas, mise à profit par les requins du patronat marseillais et nous allons connaître des moments très difficiles... en attendant le jour où nous serons en mesure de chasser les traîtres, les capitulards, et de forger une nouvelle unité **à la base, dans l'action et pour l'action « classe contre classe »** !

QUE FAIRE ?

Ouvriers de la S.P.A.T., de Durbec, de Girosteel, prenez contact avec les militants marxistes-léninistes de « l'Humanité Rouge ». Il n'y a pas un instant à perdre ; ce qui fait encore la force des liquidateurs, c'est leur organisation : nous devons donc commencer tout de suite à nous organiser pour la lutte de classe ! Nous sommes la majorité, organisés, nous pouvons chasser de nos syndicats à la base les capitulards et les politiciens tarés. Le découragement ne peut que renforcer le patronat, engageons la lutte immédiatement pour assainir nos rangs ouvriers ! La grève a fait la démonstration aux yeux de tous qu'existent, dans les rangs des travailleurs de base et même parmi les délégués, de nouveaux cadres syndicalistes et politiques en qui nous pouvons avoir confiance !

Rejetons ceux qui ne méritent plus notre confiance !

Réorganisons nos syndicats !

Nous sommes le nombre, reprenons confiance dans notre force, soyons dignes des grandes luttes du passé et nous forgerons un avenir meilleur, tel que nous le désirons !

Correspondant « H.R. »
(port de Marseille).

Commandez, étudiez,

«Face au gauchisme moderne»

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

DANS LES ENTREPRISES

Mines de potasse d'Alsace :

LES MINEURS RENFORCENT LEUR DÉTERMINATION DANS LA LUTTE

Une augmentation de 60 F de la prime de fin d'année, voilà tout ce que la direction — et derrière elle, l'Etat-patron — ose proposer aux mineurs en grève depuis cinq semaines. Elle refuse avec obstination de lâcher sur les salaires, sur la réduction du temps de travail. Et pourtant les mineurs ont bien des choses à dire sur ces revendications: de l'aveu même de la direction en 10 ans le nombre des mineurs de potasse est passé de 12.300 à 8.600 alors que la production a augmenté dans le même temps de 70 %. A quel prix, si ce n'est celui de la sueur, de la santé, de la vie des ouvriers ? C'est ce que rappelle un mineur qui totalise 31 ans de présence « au fonds » :

« Mon beau-père et mon beau-frère sont morts à la mine et moi j'ai eu le pied arraché en 1972. Maintenant, chaque fois que ma femme entend la sirène, elle a peur. La grève, c'est maintenant qu'elle va être vraiment dure. On se privera, mais quand on est allé si loin, on va jusqu'à la fin ».

Cette détermination est celle de tous les grévistes ; C'est unanimes qu'ils refusent les miettes que la direction a le front de leur proposer avec... la promesse de discuter des salaires pour 1973 ! C'est à plus d'un millier, venus en train spécial de Mulhouse qu'ils sont « montés » à Paris, jeudi dernier, pour manifester leur colère auprès des vrais responsables : le gouvernement des monopoles.

En bleus de travail, ils avaient inscrit sur leur casque : « mineurs de potasse, ne pliez pas les genoux ! » Ils ont reçu un accueil chaleureux de la part de plusieurs centaines de personnes venues manifester leur solidarité. Parmi elles, une délégation d'Elèves de l'Ecole des Mines venus apporter leur soutien à la grève.

A l'heure où l'exigence de solidarité politique et matérielle se pose à l'échelon national les représentants des fédérations syndicales n'ont rien trouvé de mieux à dire dans leur intervention que : « interdiction à tout élément étranger de s'infiltrer dans les rangs de notre manifestation » et « nous n'avons à recevoir de leçon de personne, et surtout pas des gauchistes envoyés par le Ministère de l'Intérieur pour collecter l'argent des mineurs chez les commerçants »... !

Contre ces diviseurs, rappellons-nous ce qu'écrivait la V.O. de 1949 :

« Le mot « mineur », camarades, est un mot qui fait vivre... »

Pour faire plier l'intransigeance de l'Etat Patron, organisons partout activement la solidarité aux mineurs en grève !

C. I. T. : Bilan d'une grève

Après 9 jours de grève (cf. article H.R. nº 163), les 20 câbleuses et câbleurs ont voté la reprise. Ils ont obtenu :

Boni : un réglage systématique à 75 pour tout travail effectué sur schéma.

Temps : une révision des temps pour les travaux en série, qui eux continuent à être effectués au boni.

Rappelons qu'ils demandaient :

— augmentation minimum de 200 F pour tous ;

— suppression du travail au boni avec intégration du boni 75 au salaire de base ;

— P1 au bout d'un an pour tous les câbleurs comme cela est prévu dans leur contrat d'embauche ;

— paiement des heures de grève.

Les délégués avaient expliqué la situation aux grévistes :

— la grève restait dangereusement isolée ;

— les grévistes prenaient de plus en plus de risques : la direction pouvait faire faire son travail dans d'autres usines C.I.T. ; sur 20 personnes, la direction pouvait prendre des mesures punitives (avertisements, mises à pied...).

POURQUOI CETTE GREVE N'A-T-ELLE PAS ABOUTI ?

1) Les câbleurs tenaient à « leur » grève avec l'illusion que le patron peut donner 200 F à 20 personnes mais pas à 600. Les délégués ont bien sûr cherché à les convaincre que plus on est nombreux, plus on est fort. Mais ils n'ont pas su *traduire leurs paroles en actes.* Ils se sont bloqués derrière l'idée fausse des grévistes au lieu de faire preuve d'autonomie. Par exemple : passer dans les ateliers dès le premier jour de grève, mobiliser les travailleurs sur les 200 F pour tous, sur le réglage à 75 pour tous.

2) Les délégués ont essayé de *populariser* la grève :

— tracts d'information tous les jours (faits avec les grévistes) ;

— collectes de soutien (à Vélizy et dans d'autres usines C.I.T.) ;

— informations au moyen de panneaux accrochés au dos de chaque délégué, panneaux d'ailleurs très bien accueilli par les travailleurs des autres secteurs et qui ont valu des avertissements aux délégués « pour s'être transformés en homme-sandwich » !

— appel à un débrayage de soutien.

Mais ce n'était pas suffisant. Même si le reste de l'atelier n'était pas prêt à faire une grève, nous aurions pu essayer de mener de front avec la grève du câblage, des délégations, des débrayages par secteurs sur des revendications plus modestes que celles des câbleurs mais du même caractère.

3) Les révisionnistes non seulement n'ont pas soutenu la grève mais l'ont condamnée. Ils se montrent très heureux d'un échec qu'ils avaient prédi dès le départ. « Grève illimitée, grève irresponsable, grève vouée à l'échec ».

SACHONS TIRER LES LEÇONS DE NOS REVERS

1) Les câbleurs ont décidé la grève tous ensemble. Ils ont pu pendant 9 jours faire l'expérience de leur *unité.* Ils ont fait preuve d'une *réelle combativité,* mais se sont vite épuisés face à l'attitude radicale de la direction qui en a profité pour ne pas céder.

Les câbleurs sont déçus d'avoir fait « la grève pour rien ». Mais dans *l'apprentissage de la lutte* certains ont perdu leur illusion du départ et ont compris par expérience, la *nécessité d'être plus nombreux.*

2) Dans l'action et par la lutte, les camarades ont compris ce qui est leur *rôle dirigeant :*

— les révisionnistes nous ont accusés d'avoir fait une grève « irresponsable » : même si les délégués ne sont pas les artisans d'une grève, c'est le *droit le plus strict* des travailleurs de se mettre en grève s'ils en sentent le besoin. Il n'est donc pas question pour les délégués, de freiner au départ un mouvement de grève, à moins d'avoir en main *tous les éléments fondés* qui permettraient de dire que l'on court à un échec.

— *Lutter contre les idées fausses des grévistes au cours de la lutte ;*

— *analyser la situation* au fur et à mesure du développement de la lutte pour guider les grévistes le mieux possible. Leur donner notre point de vue et essayer de *les convaincre.*

— En dernier ressort, *laisser décider les travailleurs* de leur action, les soutenir, mais continuer à lutter contre leurs idées fausses.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'*obligatoirement des grèves plus fortes,* entraînant un plus grand nombre de travailleurs sauront avoir raison de la politique de bas salaire, de sous-qualification, de cadences intenables que nous mène aujourd'hui la direction.

Correspondant H.R.

Le capital tue chaque jour

Aux usines Citroën à Paris le capital continue de tuer. Dans la nuit du 13 au 14 novembre à l'usine Citroën de Clichy, 2 sapeurs pompiers ont été trouvés morts dans leur local de travail. Dans la nuit du 8 au 9 novembre un ouvrier a fait une chute de 4 mètres, il n'y avait pas de garde-fou, et est mort dans un atelier de cette usine. Le 10 novembre à l'usine des Epinettes un ouvrier a été gravement blessé par la chute d'un plateau de presse.

Ainsi, aux usines Citroën à Paris, ce sont 7 travailleurs qui sont morts victimes de l'exploitation capitaliste depuis le début de l'année 1972.

A quoi sert donc la législation sur l'hygiène et la sécurité ? C'est une loi tout simplement et les patrons n'en ont que faire, pour eux ce qui comptent c'est la loi du profit maximum. Ils savent qu'ils ne seront nullement inquiétés par la justice, car cette justice appartient à leur classe, et qu'ils s'en tireront dans le plus mauvais des cas avec une amende de quelques francs.

Les travailleurs doivent prendre en main leur propre problème de sécurité et d'hygiène et refuser tout travail mettant en danger la vie d'un de leurs camarades. Travailleurs, c'est dans *l'unité d'action* que nous imposerons aux vampires capitalistes *notre sécurité prolétarienne.*

UN COMMUNISTE EXEMPLAIRE

Parce que l'exemple de sa vie de militant communiste éclaire et stimule toujours davantage les nouvelles générations, François Marty reste vivant, au service de la cause pour laquelle il a lutté jusqu'à son dernier souffle, le communisme.

Aussi ses camarades ont-ils décidé de substituer aux hommages qui lui étaient rendus le jour anniversaire de sa mort la célébration, chaque année, du jour de sa naissance. François est né le 23 novembre 1904 dans le village de Corbères, dans une famille de paysans catalans. Sa langue maternelle fut le catalan, il n'apprit le français qu'à partir du moment où il fréquenta l'école. Remarqué par ses maîtres successifs pour sa vive intellligence, il fut « poussé » par eux jusqu'à l'Ecole normale, puis, en dépit des modestes revenus de sa famille et, jeune encore, devint instituteur.

Dès lors, il consacra toutes ses forces, intellectuelles et physiques, au juste combat pour la révolution, pour les travailleurs des villes et des campagnes.

On sait déjà comment, en 1964, après trente-huit années d'activité militante, il décida de rompre définitivement avec le Parti communiste français dont la direction et la ligne étaient définitivement passées au révisionnisme moderne contre-révolutionnaire.

La cellule de Velmanya, village martyr des Pyrénées-Orientales, avait rejeté à plusieurs reprises les injonctions du Comité central révisionniste exigeant son exclusion d'un parti qu'il avait si ardemment défendu depuis 1926. Nul n'oubliera ses luttes sans défaillance, que ce soit aux côtés des mineurs, des paysans ou des maquisards, pour y faire triompher en toutes circonstances la juste ligne prolétarienne.

Il aurait soixante-huit ans maintenant.

A l'occasion de ce soixante-huitième anniversaire, nous présentons dans ces pages différents éléments dus à sa plume ou à sa parole, qui attestent de la juste attitude qu'il sut adopter en septembre-octobre 1944, c'est-à-dire à l'époque de la Libération, à un moment où, sous l'impulsion de Duclos, puis de Thorez, le Parti communiste français s'engagea dans une voie gravement erronée, qui allait déboucher sur la collaboration de classes pour la reconstruction du capitalisme en France en tournant le dos à la révolution prolétarienne.

C'est sous la contrainte des dirigeants révisionnistes et non sans opposition que François Marty dut renoncer aux actions militaires qu'il avait engagées sur la frontière espagnole pour intercepter les Kollaborateurs fugitifs, dut « restituer » les armes non sans en avoir remis clandestinement aux guérilleros espagnols et dut se plier, non sans une sévère résistance, aux directives d'officiers bourgeois sortis de la naphtaline après la Libération.

Les textes ci-après sont à lire en tenant compte de ces circonstances historiques.

Ils constituent une contribution à l'histoire de la lutte de classes dans notre pays.

Jeunes camarades, jeunes ouvriers, jeunes paysans, éduquez-vous grâce aux enseignements du révolutionnaire François Marty, dont nous savons qu'il fut élu à titre posthume président du Parti communiste marxiste-léniniste de France, qu'il avait contribué à fonder fin 1967 et qu'il dirigea dans la clandestinité après le 12 juin 1968.

FRANÇOIS MARTY
(1904-1971)

CONCEPTION D'UNE ARMÉE DU PEUPLE

(Discours prononcé en septembre 44)

Officiers, Sous-Officiers et Soldats,
Chers Camarades,

Au moment où le 2e Bataillon de marche F.F.I. va quitter Carcassonne, en son nom je tiens à saluer la population de la ville et à la remercier pour son accueil chaleureux.

Nous garderons tous présent à notre mémoire, le souvenir de votre réception populaire lorsque le Bataillon F.T.P. fit son entrée officielle ici. Nous garderons également le souvenir ému des funérailles grandioses qu'elle fit à notre camarade Myriel, Chef des C.F.L. mort pour notre cause commune.

C'est au contact du peuple de Carcassonne que les Forces Françaises de l'Intérieur ont évolué pour devenir ce qu'elles sont : le noyau de l'Armée populaire de demain en voie de formation. Cette Armée nouvelle devra se différencier de l'ancienne par sa composition, par ses cadres, par son esprit surtout. Il faudra qu'elle soit liée au peuple puisqu'elle en sera son émanation, comme le maquis était lié aux paysans de nos montagnes sans lesquels il n'aurait pu prospérer ni même subsister. Il faudra qu'elle tienne compte de la technique militaire des anciens cadres, sans oublier cependant l'expérience désastreuse de 1940. Il faudra qu'elle se débarrasse de tous ces cadres qui cherchent à s'y glisser et qui ont manqué de courage pour gagner le maquis, sans compter ceux qui ont sorti leurs uniformes quand ils ont été sûrs que les boches avaient bel et bien perdu la partie.

Il ne doit y avoir place chez nous que pour les vaillants qui ont effectivement lutté et dont la technique peut-être encore rudimentaire s'est forgée au feu des combats contre l'ennemi exécré et ses complices maudits. Aussi la tâche de ceux qui restent c'est d'instruire ces cadres nouveaux, d'en faire de vrais chefs militaires dans des écoles régionales ou départementales qu'il faut créer sans tarder. L'Armée nouvelle, née de l'insurrection nationale sera une armée populaire, car le peuple de France ne permettrait pas qu'elle ne le soit pas. J'insiste sur la formation de cadres neufs. Voilà pourquoi il lui faut un esprit nouveau. Il faut que nos soldats soient disciplinés certes, mais il faut qu'ils puissent comprendre la nécessité des ordres qui leur sont donnés. Il faut donc que nos cadres parlent à nos hommes. Il faut qu'ils soient leurs camarades, qu'ils partagent leur vie de tous les jours pour comprendre leurs besoins et suivre leurs réactions. La meilleure façon de se rendre compte si l'ordinaire est bon n'est-elle pas pour un commandant de compagnie de manger toujours cet ordinaire avec ses hommes ?

Voyez j'en reviens toujours au même point : il nous faut des cadres nouveaux pour que notre armée nouvelle ait un esprit nouveau. Ce bataillon me semble réunir toutes ces conditions. Nos officiers viennent tous du maquis, ou luttaient depuis longtemps dans les organisations de résistance. Beaucoup d'entre eux, la plupart même, n'étaient que soldats ou sous officiers. Mais nos hommes savent qu'ils sont bien commandés, qu'ils peuvent leur parler en camarades, qu'ils seront toujours compris. Voilà les cadres nouveaux sur lesquels nous pouvons absolument compter.

Quant aux hommes, nos maquisards devenus soldats, ils sont l'émanation du peuple, venant de toutes les classes, de tous les milieux, de toutes opinions, unis par le même sentiment patriotique qui a soulevé la France, et chassé le boche de chez nous.

Quelle leçon pour les galonnés incapables ou traitres de 1940. Presque sans armes, sans techniciens militaires, nos F.F.I. ont libéré les 2/3 de la France, bouleversant tous les plans de l'Etat-Major allemand qui n'avait pourtant rien négligé pour organiser sa défense.

Le 2e Bataillon de Marche de l'Aude commandé par François Marty provenait des F. T. P. En 1944, les F.T.P. avaient été officiellement intégrés dans les F.F.I.

PETITION DU 2e BATAILLON DE MARCHE DE L'AUDE

(rédigée par François Marty le 20 octobre 44)

Les Officiers, sous-officiers et soldats du 2e bataillon de Marche de l'Aude soussignés ont appris avec stupeur qu'ils étaient relevés de leur poste sur la frontière franco-espagnole des Pyrénées Orientales sous prétexte que leur instruction militaire insuffisante aurait provoqué des incidents entre eux et la population. Ils protestent énergiquement contre cette décision injustifiée. En effet ils assurent qu'ils entretiennent avec les autorités civiles ainsi qu'avec la population des relations cordiales ainsi qu'en font foi les attestations de tous les maires intéressés. Ils affirment que les malentendus qui ont pu surgir au sujet des cantonnements ont été aplanis rapidement et depuis longtemps. Ils affirment aussi qu'ils n'ont procédé à aucune réquisition intempestive notamment de denrées quelles qu'elles soient, et que toutes les fois que les nécessités du ravitaillement l'ont exigé, ils ont procédé par achats à l'amiable. Ils confirment que l'immense majorité d'entre eux vient du maquis où ils se sont aguerris et où ils ont appris également l'emploi de toutes les armes d'infanterie comme la nécessité de la discipline militaire librement consentie. Ils sont certains, parce qu'ils les connaissent bien, que n'importe quel autre bataillon de l'Aude ne peut les remplacer ici avantageusement car ils sont composés pour l'immense majorité de nouvelles recrues non encore instruites et non imbues de l'esprit F.F.I. indispensable à l'armée nouvelle en voie de constitution.

En conséquence, les officiers, sous-officiers et soldats du 2e Bataillon de Marche de l'Aude dénoncent vigoureusement ceux qui, en trompant par des rapports non contrôlés le commandement de la 16e Région militaire, ont provoqué une décision qui masque une manœuvre politique certaine.

Ils dénoncent notamment les officiers de l'E.M. des F.F.I. des Pyrénées Orientales qui ne connaissent pas l'esprit du maquis parce qu'ils n'y ont jamais été. Ils dénoncent les officiers des différents services comme les S.S.F. ou le C.M.F., qui font leurs rapports en prenant leurs informations à la Junquera chez les franquistes, au lieu d'enquêter parmi les unités de notre Bataillon.

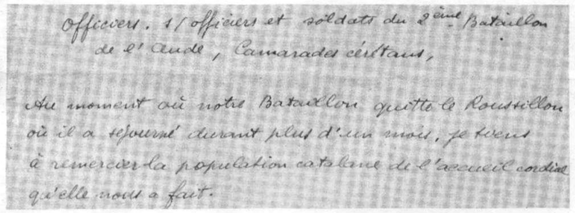
Ils réclament la destitution de tous les officiers de l'E.M. des F.F.I. des Pyrénées-Orientales dont on ignore le rôle dans la résistance, qui ont laissé détruire Port-Vendres par une vingtaine d'Allemands, qui auraient empêché le maquis espagnol d'intervenir efficacement contre les boches dans les Pyrénées-Orientales, qui auraient parlementé avec le commandement allemand de Perpignan pour laisser partir les troupes d'occupation avec leur matériel sans les inquiéter, qui ont reçu des dizaines de parachutages et, au lieu d'armer les patriotes qui luttaient au maquis de Velmanya ont laissé les Allemands et les miliciens s'en emparer à plusieurs reprises, qui ont été incapables d'organiser militairement les F.F.I. des Pyrénées-Orientales, puisqu'à notre arrivée le 28 septembre, deux compagnies F.F.I. existaient seulement, qui ont constamment bluffé dans leurs rapports à la région quant à leur force, qui ont laissé organiser sans réagir des maquis de miliciens dans les Pyrénées-Orientales, mais qui, par contre, n'ont fait qu'intriguer avant, pendant et après la Libération pour avoir toutes les places, tous les postes et se sont rendus impopulaires par une véritable ruée sur les galons que la plupart arboraient irrégulièrement. Ils réclament notamment la destitution de tous les officiers d'active qui, aujourd'hui, gravitent autour de l'E.M. des F.F.I. ou à la subdivision militaire, et qui n'ont pas répondu à l'appel du Général De Gaulle au moment du premier débarquement anglo-saxon du 6 juin 1944 (...)

Ils font confiance au Commandement Régional et National des F.F.I. pour que le 2e Bataillon de Marche de l'Aude reste à son poste qui est un poste de confiance.

Toute mesure contraire serait excessivement préjudiciable au moral des officiers, sous-officiers et soldats qui la considéreraient comme une action collective injustifiée et injustifiable vis-à-vis des patriotes qui ont tout abandonné volontairement pour contribuer à la Libération de la France.

Fait au 2e Bataillon de Marche de l'Aude en opération sur la frontière des Pyrénées-Orientales, le 20 octobre 1944.

Discours prononcé en novembre 44
PAR FRANÇOIS MARTY



Officiers, sous-officiers et soldats du 2ème Bataillon de l'Aude, Camarades civilians,

Au moment où notre Bataillon quitte le Roussillon où il a séjourné durant plus d'un mois, je tiens à remercier la population entière de l'accueil cordial qu'elle nous a fait.

Il n'a pas dépendu de nous que nous restions plus longtemps dans votre beau pays. Aussi je veux, publiquement, vous mettre au courant de ce qui s'est passé. Vous savez que depuis quelque temps, les F.F.I. sont l'objet d'attaques plus ou moins sournoises dans le but inavoué encore d'en obtenir la dissolution par ceux qui ont peur de voir le peuple en armes.

Comme Philippe Henriot, par ses harangues radiophoniques quotidiennes, accusait le maquis des pires méfaits aux fins de le rendre odieux aux yeux du peuple, certaines gens, *même dans la Résistance*, vont colportant que les F.F.I. sont indisciplinés, réquisitionnent à tour de bras, aux fins de les rendre impopulaires et de les séparer du peuple de France dont elles sont pourtant l'émanation armée.

C'est ainsi que notre 2e bataillon de marche de l'Aude a été victime d'une série de calomnies résultant de rapports sur des incidents démesurément grossis, souvent suscités par des personnalités dont le rôle serait précisément de nous défendre au lieu de nous attaquer, parce que si elles sont aux postes qu'elles occupent c'est précisément aux F.F.I. qu'elles le doivent. Certes vous, camarades du 2e bataillon, vous n'êtes pas des anges ni des enfants de chœur, car vous êtes tout simplement des soldats comme il y en eut d'autres, avec leurs qualités et leurs défauts, avec ceci en mieux pourtant, c'est que vous pourriez comme tant d'autres rester chez vous auprès de vos familles alors que vous êtes venus volontairement avec nous, la plupart bien avant la Libération, au moment où tant de dangers étaient suspendus sur nos têtes.

C'est ce que ne comprennent pas, ou font semblant de ne pas comprendre, nos détracteurs officiels civils ou militaires.

Ça ne m'étonne d'ailleurs pas, car eux n'ont pas connu la vie du maquis. Il paraît qu'ils étaient interdits dans les Pyrénées-Orientales. Certes oui, et pas que dans les Pyrénées-Orientales, mais par le sinistre Pétain et sa bande, ainsi que par les Allemands. Mais les vrais patriotes se rialent de ces interdictions, tandis que d'autres se contentaient de faire de la résistance obscure, si obscure qu'on ne la voyait pas, ou bien rejoignaient tout bonnement le maquis de *Perpignanrural* comme ils disent, c'est-à-dire *le maquis du Palmarium*.

C'est nos détracteurs d'aujourd'hui, jaloux de notre cohésion et de notre force, qui ont laissé détruire Port-Vendres par une poignée d'Allemands sans réagir, qui ont laissé s'enfuir avec tout leur matériel les troupes d'occupation sans les attaquer, sans essayer de leur barrer la route à Salces par exemple, entre les Corbières et la mer.

C'est encore eux qui clament qu'ils font tout pour que l'épuration s'accomplisse alors que vous avez tous les jours les preuves du contraire. N'avons-nous pas eu même la désagréable surprise de rencontrer à Amélie-les-Bains, à l'hôtel où loge notre état-major, un milicien libéré sans doute de la prison de Narbonne (il en porte encore d'ailleurs les traces) et qui a pu passer impunément dans la zone frontière d'où il voudra rejoindre ses comparses en Espagne pour y former la nouvelle armée de Coblentz.

Aussi, à la nouvelle de cette attaque injuste, conscients de défendre non seulement l'honneur de notre bataillon mais aussi les F.F.I. dans leur ensemble, nous avons réagi violemment, forts d'ailleurs de l'appui des maires intéressés, notamment de celui de Céret que je tiens à remercier ici publiquement.

Nous avons envoyé une délégation à l'état-major régional de Montpellier pour lui remettre une pétition signée par tous les officiers, sous-officiers et soldats sans exception.

(voir ci-contre)

Le résultat, c'est qu'une enquête fut décidée sur notre demande, maigré que l'ordre de relève était déjà donné sans contrôle. L'inspecteur régional qui en était chargé fit un rapport qui nous est favorable et concluait qu'il n'y avait aucun grief sérieux contre nous, nous rendant au contraire hommage pour notre bonne tenue et notre discipline.

Mieux encore, l'enquête a révélé que nos accusations étaient fondées et qu'un complément d'informations était souhaitable à ce sujet, ce que, je me hâte de le dire, je ne manquerai pas de faire car il ne manque pas d'éléments.

Cependant nous partons, mais la tête haute, heureux en somme que cet incident ait permis de révéler en haut lieu ainsi qu'au public, une série de faits indignes de ceux qui sont à des postes qu'il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont usurpés.

Et maintenant mes camarades, vous comprendrez mieux la nécessité d'une bonne tenue, d'une tenue exemplaire, d'une discipline sérieuse, pour ne pas donner prise aux attaques sournoises de nos ennemis avoués ou camouflés en *« résistants »*.

Mais d'un autre côté, il y a un scandale qui doit cesser si nous voulons que les F.F.I. soient pris au sérieux. Je veux parler du scandale des galons. Comment voulez-vous que le public ne soit pas choqué quand on voit des officiers à Perpignan qui étaient sous-lieutenants à notre arrivée le 23 septembre, passer successivement lieutenants, capitaines et commandants à une vitesse record, et cela sans aucun mérite particulier, quand on voit des nominations d'officiers faites en un tournemain alors que les nominations sont officiellement arrêtées et qu'en tous cas elles ne peuvent être faites que par le commandant régional de Montpellier. Songez que j'ai vu personnellement un lieutenant qui le lendemain était commandant parce qu'il commandait un bataillon qui allait se former.

Songez que l'état-major régimentaire des Pyrénées-Orientales comprend 21 officiers pour un régiment qui ne comprend en fait qu'un bataillon, alors que celui de l'Aude avec 5 bataillons n'en compte que 13. Ajoutez à cela que sur ces 21 officiers, 5 seulement ont été au maquis, 16 l'ignorent totalement et qu'à la subdivision, sur 4 officiers d'active aucun n'a répondu à l'appel du général de Gaulle le 6 juin dernier.

Les F.F.I. ne formeront l'Armée nouvelle qu'à la condition de rester populaires, si besoin est en éliminant tous ces assoiffés de galons et de képis. Je sais que ce sont-là des choses qui se disent et se répètent à voix basse et que nos ennemis intérieurs en profitent. Voilà pourquoi je le dis à voix haute parce qu'il fallait que ce soit dit pour la confusion de ces ennemis.

Bela, chers camarades du 2ème Bataillon de l'Aude, chers camarades civilians. L'essentiel de ce que je voulais vous dire pour que vous le répétiez, avant notre départ.

Amis du Roussillon, au nom de tout le Bataillon je vous serre cordialement la main et je vous dis "au revoir" et à bientôt pour de lutter côte à côte pour la vraie et définitive libération de notre Patrie.

Pour vous camarades du 2ème Bataillon de l'Aude je vous répète ce que je vous disais le 2e septembre dernier : Soyez unis, soyez camarades, soyez fraternels. Soyez d'exemple à ceux qui restent.

Vive la France

Changer de gouvernement, ne suffit pas changer de majorité, ne suffit pas il faut changer de régime ! (1)

Depuis plusieurs mois maintenant, la campagne électorale est engagée. Aujourd'hui, elle s'accélère. Alliances, divisions, promesses alléchantes pleuvent. Les sirènes se remettent à chanter.

Mais pour les travailleurs, dans la France de cette fin d'année 1972, la situation se résume dans les mots suivants : vie chère, chômage, conditions de travail qui empirent, longues semaines de travail. En un mot, chaque travailleur de notre pays ressent plus que jamais le sens du mot exploitation.

Les choses ne peuvent plus durer ainsi. Une profonde volonté de changements existe dans les masses de notre peuple, et particulièrement dans la classe ouvrière.

De droite et gauche, on promet les changements pour février ou mars 1973.

Une fois de plus !

A l'attente des travailleurs, à leur volonté, personne n'a apporté une réponse capable d'entraîner leur enthousiasme, personne ne leur a ouvert un horizon nouveau. Parmi les travailleurs avancés de notre pays, le malaise est grand. Il faut que ça change, mais nul n'a répondu à la nécessité de ces changements. Aujourd'hui, le moment est venu pour les marxistes-léninistes de donner leur point de vue sur la situation actuelle, de répondre à l'attente des ouvriers avancés en ouvrant l'horizon de changements réels, de changements révolutionnaires.

Quelle est la situation dans la France actuelle ? Que proposent les marxistes-léninistes ? Que cachent les promesses faites de droite et gauche aux travailleurs ? Ce sont là les grandes questions auxquelles nous allons commencer à répondre. Nous présenterons notre analyse de la situation et les propositions avancées par les communistes marxistes-léninistes dans une série de plusieurs numéros successifs à partir d'aujourd'hui.

L'escalade des prix et des profits

Cette fin d'année 1972 se marque par une dégradation accélérée du pouvoir d'achat des masses populaires de notre pays. L'augmentation du coût de la vie qui est en France une des plus fortes d'Europe atteint des proportions rarement égalées. Pour des millions de foyers la vie vations succèdent aux privations. Le mois d'octobre a officiellement condevient de plus en plus dure, les prinu une hausse des prix de 1 %. Giscard d'Estaing avait promis que les prix cesseraient d'augmenter, Pompidou prétendait que ça « allait mieux » : on voit le résultat ! Tout aura été bon pour essayer de nous faire prendre les vessies pour des lanternes. Que n'a-t-on pas entendu sur les fameux « contrats anti-hausses ». Résultat : les hausses pour l'année avoisineront 10 %.

DES HAUSSES VOULUES

Chaque année le ministère des finances annonce que dans l'année les prix augmenteront de tel pourcentage. Puis en automne on annonce régulièrement que les prix augmentent plus vite que « prévu ». Un « bel » exemple en est fourni par le projet de budget de 1973 qui dès maintenant table sur une hausse des prix de 5,6 % en 73. N'est-ce pas là la preuve que la hausse des prix est organisée ?

Il est légitime que les travailleurs se demandent : *pourquoi prévoit-on la hausse des prix et pas plutôt la stabilité ? Pourquoi les hausses réelles dépassent-elles toujours et de loin les hausses prévues ?* A cette question il existe une réponse : c'est que la société capitaliste dans laquelle nous vivons repose sur la recherche du profit maximum.

LE CAPITALISME, C'EST LA VIE CHERE

Alors que les prix grimpent, que la vie quotidienne de chaque travailleur se fait plus dure, jamais les profits des grands monopoles capitalistes n'ont été si élevés. Lorsque Giscard d'Estaing claironne du haut de la tribune de l'Assemblée que l'économie se « porte bien », lorsqu'il parle de « miracle économique » il faut entendre que les profits capitalistes se portent bien. Voici quelques chiffres révélateurs : Par rapport à 70 les bénéfices de Schneider ont augmenté de 72 %, ceux d'I.T.T. de 16 %, de Schlumberger de 18 %. Et le banquier Giscard d'Estaing ose prétendre que chacun profite des « fruits de l'expansion ». Voyons donc ce qu'il en est. Il y a 15 ans la part du revenu global détenue par les 30 % de Français les plus pauvres était de 6,2 % ; en 1967 elle n'était plus que de 4,8 %. Et elle a encore diminué depuis.

Autre chiffre : un septième des Français reçoit entre le quart et le 1/3 du revenu global. La voilà la « répartition équitable des fruits de l'expansion » !

LE VRAI CYCLE INFERNAL

Afin de préparer l'opinion à un blocage des salaires dont on nous dit par ailleurs qu'il a fait « merveille » aux U.S.A. et en Grande-Bretagne, le gouvernement essaie de nous faire avaler que ce sont les hausses de salaires qui provoquent les hausses de prix. Ils appellent ça le « cycle infernal ». Ce que nous avons dit plus haut montre assez qu'il s'agit là d'une vaste escroquerie.

Lorsque le gouvernement annonce une hausse de l'essence, des tarifs marchandises, il est évident que cette hausse se répercute sur tous les produits à la consommation. C'est ça le vrai cycle infernal. Les hausses de prix entraînent les hausses et ainsi de suite. C'est dans la logique même du capitalisme.

LA BATAILLE DES SALAIRES

Chaque mois qui passe voit les salaires se dégrader, aussi la lutte pour le salaire est-elle aujourd'hui une nécessité primordiale pour tous les travailleurs. C'est une lutte pied à pied entre le capital et le travail. Le gouvernement prépare le blocage des salaires pour permettre aux profits d'augmenter.

Deux logiques s'affrontent : celle des monopoles capitalistes qui veulent que les salaires soient le plus bas possible ; celle des travailleurs qui veulent un salaire leur permettant de vivre. Entre les deux, seule la force peut trancher.

Dans la France actuelle il est impossible de vivre avec moins de 1.200 F par mois. Et pourtant, 3 millions de travailleurs gagnent moins de 1.000 F par mois. C'est une situation inadmissible. Certains disent qu'il faut attendre les élections de 73 et qu'alors tout changera. Mais si on devait les écouter où en serait nos salaires dans plus de trois mois, au train où vont les choses ? La vérité c'est qu'on ne peut pas attendre. C'est dès maintenant qu'il faut engager la lutte pour le salaire à l'exemple des mineurs de potasse, des ouvriers des Kaolins, d'Idéal Standard et d'ailleurs. Qui n'arrache rien n'a rien. C'est une vérité aussi vieille que le capitalisme.

(A suivre.)

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

Les producteurs de lait poursuivent l'action

Dans la nuit du 12 au 13 novembre, plus de deux mille petits paysans, venus du bassin stéphanois, des Monts du Lyonnais, de la Madeleine et du Pilat ont investi les centres de distribution laitiers, arrêtant les camions chargés de livrer le lait et les produits transformés, mettant en place les piquets de grève autour des usines de transformation laitières. Pendant 48 heures les camions ne sont pas sortis des usines pour aller collecter les bidons, pendant que des équipes volantes de petits producteurs parcouraient les routes pour demander aux chauffeurs déjà partis de rentrer, ce qu'ils obtenaient sans difficultés. Partout les ouvriers des usines ont affirmé leur soutien à la lutte des petits paysans. Les vendeurs de lait cru du département de la Loire ont organisé une grève des livraisons par solidarité avec les producteurs de lait de la région.

Des milliers de tracts ont été diffusés, expliquant la revendication principale ; le paiement du lait à son prix de revient, c'est-à-dire 68 centimes, ce qui correspond à un salaire équivalent au SMIC. Racontant aussi les dures conditions de travail des petits producteurs : 365 jours de travail par an, des journées qui n'en finissent pas, l'échéance des traites à payer au Crédit Agricole étrangleur, et au bout du compte un salaire qui ne permet pas de vivre.

Encore une fois de nombreuses et riches discussions ont permis, un peu partout, aux ouvriers et petits paysans de prendre conscience que, contre les exploiteurs communs, la même lutte unit les travailleurs des villes et ceux des campagnes.

CURIEUSE DEMOCRATIE DANS UNE ECOLE C.F.D.T.

Chers camarades,

Tous les ans, la C.F.D.T. organise des E.N.O. (Ecole normale ouvrière). La dernière en date, pour la région, eut lieu début octobre au Mont-Dore (Puy-de-Dôme) et regroupait des militants C.F.D.T. du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire, du Cantal, de l'Allier.

Le thème : « L'idéologie de la C.F.D.T. et des diverses organisations de la classe ouvrière et l'action à mener pour un meilleur développement de la C.F.D.T. dans la région. » Cette E.N.O. « s'adressait à des militants ayant des responsabilités au niveau des V.I.S. et des syndicats, qu'ils soient du secteur privé, public ou nationalisé. » (Voir le «Trait d'union des syndicats C.F.D.T.».)

Il y avait au programme de cette semaine d'études une journée consacrée à l'étude « des groupes révolutionnaires ». C'est un enseignant militant du S.G.E.N. qui présenta les groupes révolutionnaires. Un militant ouvrier C.F.D.T. avait demandé à l' « organisateur-animateur » de l'E.N.O. à ce que des militants de « l'Humanité Rouge » participent à cette journée d'étude et développent les mots d'ordre marxistes - léninistes. Un refus catégorique fut opposé à cette demande par l'organisateur en question.

Par contre, le P.« C. »F. lui, eut droit à sa journée d'étude. Un bonze venu spécialement du Puy (43) exposa longuement les positions contre-révolutionnaires et électoralistes du P.« C. »F. ; l'accent, bien sûr, fut mis sur le « Programme commun » et le « passage pacifique au socialisme ».

Cela est extrêmement grave pour plusieurs raisons :

1° Les militants inscrits à l'E.N.O. ne furent pas consultés pour savoir s'ils désiraient ou non entendre les camarades de « l'Humanité Rouge » ;

2° Une seule personne prit la décision, d'une façon bureaucratique, de ne pas donner la parole aux marxistes-léninistes. Est-cela la démocratie syndicale ?

3° Ce qui est plus grave encore, c'est que le permanent responsable de l'organisation et de l'animation de cette E.N.O. veut bien que les idées réformistes et révisionnistes pénètrent dans les rangs de la classe ouvrière mais il refuse que les mots d'ordre, les positions révolutionnaires des marxistes-léninistes soient présentés devant les travailleurs.

Aurait-il peur de la vérité ? Craindrait-il d'être débordé lors d'une grève par sa base ?

Les camarades de la C.F.D.T. ont droit à l'information. Ils ne doivent plus tolérer de telles pratiques.

Correspondant « H.R. ».

SERMENT PRETE SUR LA TOMBE DE JEAN MOULIN

Dans le cadre de la campagne que nous menons contre la grâce du milicien nazi Touvier par Pompidou, nous publions ce serment prêté sur la tombe de Jean Moulin par les Anciens combattants et déportés de la Résistance, à la fin du mois d'octobre dernier.

SERMENT

Devant Jean Moulin, symbole de l'union de la Résistance française,

Nous, anciens résistants, anciens déportés, anciens combattants, de toutes opinions,

Réunis à l'initiative de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance,

Nous qui avons lutté pour que la France retrouve la liberté et la paix,

Nous qui avons lutté pour faire disparaître le nazisme,

Nous qui avons lutté pour la dignité et la fraternité humaines,

Proclamons unanimement, sans haine et sans désir de vengeance,

— Que les criminels de la dernière guerre mondiale doivent être jugés et mis hors d'état de nuire, leurs crimes étant imprescriptibles comme l'a constaté le Parlement français et reconnu la Charte de l'O.N.U.

— Que leur impunité serait une source de doutes démoralisateurs sur la monstruosité de leurs forfaits, sur la légitimité de la Résistance, et encouragerait tacitement à de nouveaux crimes contre l'humanité.

— Que Klaus Barbie, chef de la Gestapo à Lyon, assassin de Jean Moulin et de tant d'autres, doit enfin répondre de ses crimes et que, pour cela, le gouvernement français doit poursuivre les démarches pour son extradition.

— Que Paul Touvrier, chef régional de la Milice, et complice à ce titre, des crimes de Klaus Barbie, doit répondre devant la justice de ses « crimes contre l'humanité », imprescriptibles, en dépit de la grâce qui lui a regrettablement été accordée comme « droit commun ». Paul Touvier n'est pas un « droit commun » ; c'est un criminel de guerre et un traître.

— Que le « respect de la France » et, en particulier, le respect dû aux morts et aux martyrs de la Résistance et de la Déportation, s'oppose à ce que l'on jette le voile de l'oubli sur les criminels de guerre comme sur l'action et sur l'idéal de la Résistance.

Nous faisons le serment de rester fidèles à la Résistance.

Nous faisons le serment de nous unir comme l'avait demandé Jean Moulin.

Nous faisons le serment de continuer la lutte pour la France en défendant la Résistance et les résistants.

NOUVELLE MONTEE DE LA CAMPAGNE RACISTE

Agressions armées contre des cafés et des travailleurs arabes ; attentat à la bombe de la Librairie Palestine ; expulsions, refus de séjour à des travailleurs arabes amis de la révolution Palestinienne.

Aujourd'hui Saïd Bouziri, travailleur tunisien, depuis 6 ans en France et sa femme Faouzia, étudiante, enceinte de 7 mois, sont soumis à une mesure d'expulsion immédiate (il devait être expulsé le 17 novembre).

Voici un rappel des conditions arbitraires de l'expulsion de Saïd Bouziri :

« Je me présente avec ma femme le 26 octobre à la Préfecture de Police avec un léger retard, pour proroger mes papiers. On signifie à ma femme et à moi-même un refus de séjour. Ma femme est enceinte de 7 mois, moi je travaille et possède un logement régulier.

Cette grève de la faim que j'ai engagée, avec 4 camarades Français et Tunisiens, veut dénoncer la répression qui frappe tous les travailleurs immigrés. »

Saïd Bouziri

La circulaire Fontanet-Marcellin entre en action. Elle s'inscrit dans la politique fascisante d'exploitation, de racisme et de répression du pouvoir au service du capital contre la classe ouvrière.

A bas le Racisme !
A BAS LE SIONISME !
A bas le fascisme !
A bas le capital exploiteur !
NON A L'EXPULSION !
TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRES TOUS UNIS !

Un ouvrier M.-L.

Editorial (suite de la première page)

pour que la Méditerranée soit une zone de paix, pour que les flottes agressives des deux superpuissances quittent cette mer et y cessent leurs manœuvres d'intimidation.

La République Populaire d'Albanie dénonce l'occupation de presque tous les pays européens par les armées américaines et soviétiques et s'oppose à ce que l'Europe soit le champ d'influence des deux superpuissances. En particulier, elle est contre la prétendue « sécurité européenne » qui n'est en réalité que la soumission des Etats européens au diktat des U.S.A. et de l'U.R.S.S.

Cette politique juste vaut à l'Albanie l'admiration et le soutien de tous les peuples du monde épris de paix. La voix des 2 millions d'Albanais qui retentit pour dénoncer tout acte d'agression, c'est la voix de la liberté et de l'indépendance.

Mais c'est aussi la voix de la libération sociale, de l'émancipation des travailleurs. Que les travailleurs de France écoutent Radio-Tirana : ils y entendront parler de leurs luttes, ils y entendront dénoncer sans relâche l'exécrable système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Ils y trouveront des raisons supplémentaires de se sentir proche du peuple frère d'Albanie.

Notre idéal à nous, communistes marxistes-léninistes, est une *réalité* en Albanie. Dans ce pays de dictature du prolétariat, l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe plus. Le peuple albanais ne travaille plus pour une poignée de gens riches qui vivent en parasites, il travaille pour lui ; et c'est pourquoi il travaille bien. Il a édifié, en 28 ans, une nouvelle industrie socialiste, qui produit aujourd'hui en six jours l'équivalent de toute la production de 1938 !

Il a organisé une grande agriculture socialiste, qui fournit en abondance une multitude de produits dans un pays hier ravagé par la famine.

Quelques exemples suffiront à montrer comment en Albanie « l'homme est le capital le plus précieux » : il n'y a pas de chômage, pas d'impôts ni taxes d'aucune sorte ; les soins médicaux sont entièrement gratuits ; l'échelle des salaires est très réduite (1 à 3 en moyenne) ; un ouvrier a toute possibilité de se qualifier, de devenir technicien ou ingénieur en suivant des cours à la filiale de l'Université qui existe *dans* chaque usine... Par le « contrôle ouvrier », le prolétariat d'Albanie exerce directement et efficacement son pouvoir non seulement dans l'usine, mais à l'extérieur, où il intervient sur tous les problèmes, sociaux, politiques, culturels... Une des tâches essentielles que s'est tracée le Parti du Travail d'Albanie est d'élargir et d'approfondir *la participation des masses aux affaires de l'Etat, au gouvernement du pays.*

L'artisan et le garant de tous ces succès, c'est le Parti du Travail d'Albanie, dirigé par le grand marxiste-léniniste, le camarade Enver Hoxha. La force du Parti du Travail d'Albanie réside dans ses liens indissolubles avec le peuple, liens qu'il a forgés grâce à sa juste ligne marxiste-léniniste — ce qu'expriment les travailleurs albanais dans un mot d'ordre merveilleux :

« *Ce que veut le peuple, le Parti le dit ; ce que dit le Parti, le peuple le fait* ».

Voilà mille et une raisons pour nous, marxistes-léninistes, de promouvoir et de développer l'amitié avec le peuple albanais. Cette amitié a de solides traditions. C'est elle qu'a toujours cultivé Gaston Monmousseau, resté fidèle au marxisme-léninisme. C'est elle que notre camarade François Marty est allé chercher en Albanie même, dès 1963, alors qu'il était encore membre du P.C.F. (afin de combattre les calomnies anti-albanaises des dirigeants de son Parti passés au révisionnisme), c'est elle qu'en dehors de toutes discriminations ou ingérences politiques, philosophiques ou religieuses, nous appelons à renforcer en adhérant massivement à l'*Association des Amitiés franco-albanaises* qui vient d'être créée dans notre pays.

Vive le 28e anniversaire de la révolution albanaise !

Vive l'indéfectible amitié des peuples de France et d'Albanie !

LA PAGE DU TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

ESPAGNE

VANGUARDIA OBRERA

ORGANO DEL COMITE CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA (MARXISTA-LENINISTA)

AÑO VIII Nº66 MADRID-AGOSTO 1972 10 PTAS

Organe du Comité central du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste).

Hausse considérable du coût de la vie

Depuis le mois de juillet les prix ont subi des hausses considérables. Quelques exemples : entre juillet et octobre le bifteck est passé de 220 à 300 pts au kilo ; le thon de 110 à 120 pts ; la douzaine d'œufs de 29 à 32 pts ; le litre de lait de 13,50 à 14,50 pts. En 1972 la vie aura augmenté de 10 %.

Augmentation du chômage

En juin le chômage touchait 5,6 % de la population active. Dans la construction 9,2 % des travailleurs sont sans emploi.

L'exploitation des enfants

Il y a à l'heure actuelle au moins 200.000 mineurs de 14 ans qui sont salariés dans l'industrie, le commerce et le service domestique. On ne connaît pas les chiffres de l'agriculture.

Manque d'écoles

A Malaga au moins 13.000 enfants sont sans écoles ; A Madrid 100.000 Environ 1.500.000 enfants sont sans écoles en Espagne.

« Accidents du travail »

Récemment, 9 mineurs ont été ensevelis à Figols ; 11 ouvriers d'une usine de Cedillo ont trouvé la mort.

Dans son numéro de septembre 1972 « *Vanguardia obrera* » organe central du Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) rappelle qu'il y a chaque année 2 millions d' « accidents » du travail. Chaque année il y a 3.000 morts et plus de 16.000 invalides.

« Vanguardia obrera » déclare :

« Un ejemplo claro es el de Hunosa ; En plena « modernizacion » se procede a la reduccion de plantillas, cierres de pozos, etc. ; a la vez que disminuye el numero de trabajadores aumenta el numero de accidentes : en 1969, 31 muertos ; en 1970, 35 ; en enero de este ano, solo en los primeros 24 dias ha habido ya 12 muertos. Tampoco el caso de la Renfe deja lugar a dudas : desde el accidente de Urduliz en Vizcaya, no han dejado de producirse decenas y decenas de accidentes de trabajo desarrilamientos, choques, etc. Hasta la rediente catastrofe de Sevilla. En cuanto a otros transportes publicos como los autobuses, basta hojear la prensa local para ver la escandalosa racha de accidentes que la introduccion del sistema conductor-cobrador esta ocasionando.

Los accidentes tienen sus causas principalmente en las durisimas condiciones de trabajo, en las largas jornadas, en los destajos, en las faltas de medidas de seguridad de las empresas yanquifranquistas. Pasan de 3.000 al ano las enfermedades profesionales causadas por acidos, gases y productos toxicos. Recientementes se ha hecho publico que de 1.315 obreros de Hunosa a los que se les ha concedido la jubilacion anticipada, 880 estaban silicoticos. Por otro lado, de todos es sabido que la asistencia médica. Las prestaciones de la séguridad social y las indemnizaciones son ridiculas, miserables, criminales.

1971, la grande grève des ouvriers de la S.E.A.T. à Barcelone.

ACCIONES Y LUCHAS CONTRA el YANKI-FRANQUISMO

BARCELONE :

Le 25 septembre, une manifestation s'est déroulée à l'appel de la Table Ronde des partis, à l'université, parmi lesquels le P.C.E. (M.-L.), le F.R.A.P. (Frente Révolucionario Antifascista y patriota), l'Opposition syndicale ouvrière, les Commissions ouvrières, etc. A 20 heures, plus de 1 000 personnes se sont rassemblées sur le Paséo de Gracia et la Diagonal, aux cris de : « Non aux conseils de guerre ! », « Franco assassin ! », « La classe ouvrière vaincra ! ». Au cours de la manifestation, les vitres du Banco Atlantico furent brisées.

CORNELLA :

A la suite d'inondations, 1 500 personnes ont manifesté au centre de la ville. Des affrontements ont eu lieu avec la police.

VALENCE :

La municipalité veut expulser des paysans pauvres. Les paysans se sont mis devant un tracteur qui venait pour l'expulsion. Les gardes civiles ont chargé les paysans et en ont arrêté 3. Les paysans ont occupé la terre jusqu'à la libération des 3 détenus.

PONTEVEDRA :

Plus de 500 femmes ont manifesté contre le manque d'eau.

ERMUA :

Plusieurs jours de suite, des centaines de femmes ont manifesté contre le manque d'écoles.

BARCELONE :

Des manifestations de plusieurs centaines de personnes ont eu lieu contre la hausse des prix.

Dans le numéro 8 d' « Accion ! », le comité pro-F.R.A.P. rappelle son programme en 6 points :

1° Derrocar a la dictadura fascista y expulsar al imperialismo yanqui, mediante la lucha revolucionaria.

2° Establecimiento de una Republica Popular y Federativa que garantice las libertades democraticas para el pueblo y los derechos para les minorias nacionales.

3° Nacionalizacion de los bienes monopolisticos extran jeros y confiscacion de los bienes de la oligarquia.

4° Profunda Reforma Agraria, sobre la base de la confiscacion de los grandes latifundios.

5° Liquidacion de los restos del colonialismo espanol.

6° Formacion de un Ejército al servicio del pueblo.

« Accion », journal du Comité pour le Front révolutionnaire antifasciste et patriote.

IL EST POSSIBLE DE SE PROCURER

VANGUARDIA OBRERA ET ACCION !

Par notre intermédiaire ou dans certaines librairies

LA QUESTION DU DÉSARMEMENT

Dans le monde d'aujourd'hui, tout le monde parle de « désarmement », « conférence sur le désarmement », « désarmement général ». Dans tout cela, il y a de quoi se perdre et d'ailleurs tout est fait pour que les peuples s'y perdent. Essayons de voir de quoi il retourne.

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET ?

Certains déclarent que tous les pays sont responsables de la course aux armements. Ils disent que pour que le danger de guerre disparaisse, il faut qu'il y ait un désarmement de tous les pays. De tels propos peuvent paraître remplis de bonnes intentions mais regardons-y de plus près car il y a supercherie.

Dans le monde d'aujourd'hui, il existe deux sortes de pays et deux sortes d'armements. Il existe d'une part des pays dont les dirigeants pratiquent une politique impérialiste, de domination et d'agression contre d'autres pays. Les armements sont entre leurs mains un instrument d'oppression et d'agression des peuples. Il existe d'autre part des pays opprimés, agressés, menacés ; entre les mains de ces pays, les armements sont un instrument de défense. Peut-on parler de « course aux armements » lorsque ces pays renforcent leur défense ? Certes non. Ceux qui parlent de « désarmement général » cachent le fait que c'est l'impérialisme qui provoque la guerre, ils incitent les peuples en lutte contre l'impérialisme à déposer leurs armes, à se plier à la loi de l'impérialisme.

QUI DOIT REDUIRE SON ARMEMENT ?

Pour les pays opprimés, agressés, la question peut-elle être de réduire leur armement ? Certainement pas ! Tout au contraire, il s'agit pour eux de renforcer leur défense nationale pour résister à l'agression et défendre leur indépendance.

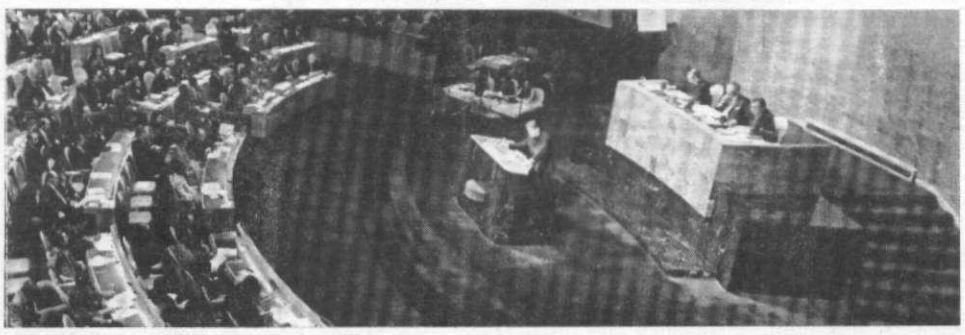
Est-ce aux peuples encore soumis au colonialisme de réduire leur armement ? Bien sûr que non.

La course aux armements est le fait de l'impérialisme, c'est lui et lui seul qui la pratique. C'est pourquoi s'il devait y avoir désarmement, ce serait d'abord aux pays impérialistes qu'il devrait s'appliquer.

DERRIERE LE SOI-DISANT « DESARMEMENT » : LA COURSE AUX ARMEMENTS

A l'heure actuelle, tout en parlant à qui mieux mieux de « désarmement », l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme soviétique ne cessent d'accélérer leur course à l'armement. Ils parlent de « désarmement nucléaire » alors qu'ils ont tout au contraire renforcé leur armement nucléaire tout au long de ces dernières années et qu'ils le poursuivent. En parole, ils brandissent des rameaux d'olivier mais en réalité ils font stationner des troupes dans des pays étrangers, y entretiennent des bases militaires ; ils se livrent à des manœuvres de grande envergure aux frontières d'autres pays ; leurs avions et navires occupent les espaces aériens et maritimes de la planète ; les U.S.A. poursuivent leur guerre d'agression en Indochine, l'U.R.S.S. a occupé la Tchécoslovaquie et organisé le démantèlement du Pakistan.

Entre leurs paroles et leurs actes, il y a un abîme.



LA CHINE POUR UN VERITABLE DESARMEMENT

La Chine a toujours été pour le désarmement mais pour un désarmement véritable et non pour une mascarade.

Elle estime qu'à l'heure actuelle les conditions ne sont pas réunies pour la tenue d'une conférence mondiale sur le désarmement. A l'heure actuelle, la majorité des pays du monde se trouvent placés sous la menace des superpuissances nucléaires. Dans de telles conditions, ces pays seraient obligés d'accepter, sous la menace, la capitulation.

La Chine est pour l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires ; elle s'est engagée à ne *jamais* utiliser la première l'arme nucléaire. Elle est pour une conférence mondiale sur le désarmement, mais il faut d'abord que les conditions d'une telle conférence soient réunies.

LES CONDITIONS DU DESARMEMENT

Il faut que les U.S.A. et l'U.R.S.S., qui ont le plus d'armes nucléaires, s'engagent à ne jamais utiliser les premières les armes nucléaires en aucune circonstance, ce que la Chine a fait. Il faut qu'elles s'engagent à ne pas s'en servir contre des pays non-nucléaires.

Les U.S.A. et l'U.R.S.S. doivent rapatrier toutes les forces armées, démanteler les bases militaires, y compris nucléaires, situées en territoire étranger.

Ce sont là les conditions indispensables pour la tenue d'une conférence mondiale sur le désarmement.

A l'heure actuelle, une telle conférence ne saurait être autre chose qu'une mystification car les pays ne s'y trouveront pas sur un pied d'égalité, sans menace. C'est pourquoi la Chine est aujourd'hui contre l'éventualité d'une telle conférence. Elle agit ainsi dans l'intérêt des peuples, de la paix.

E-100

— **LENINE ET L'ORGANISATION** (recueil de textes de LENINE) ..... **6 F**
— **A PROPOS DE L'ANESTHESIE PAR ACUPUNCTURE** (textes chinois présentés par le docteur A. MAILLET) ..... **4 F 50**
— **AUGUSTE BLANQUI, UN REVOLUTIONNAIRE DES TEMPS D'ORAGE** (par André MARTY) .. **3 F**
Port en sus : 20 % du montant de la commande

★

E-100 Diffuse les ouvrages édités par Guozi Shudian (Pékin) et Naim Frasheri (Tirana)

PERIODIQUES CHINOIS (en langue française) :

— **PEKIN INFORMATION**
1 an : 14 F — 2 ans : 21 F — 3 ans : 28 F
— **LA CHINE**
1 an : 10 F — 2 ans : 15 F — 3 ans : 20 F
— **LA CHINE EN CONSTRUCTION**
1 an : 8 F — 2 ans : 12 F — 3 ans : 16 F
— **LITTERATURE CHINOISE**
1 an : 4,80 F — 2 ans : 7,20 F — 3 ans : 9,60 F

★

REVUES ALBANAISES (en langue française) :

— **ALBANIE AUJOURD'HUI**
Revue politique et d'information - **1 an : 20 F (6 num.)**
— **L'ALBANIE NOUVELLE**
Revue politique et sociale illustrée - **1 an : 14 F (6 num.)**

★

GUOZI SHUDIAN (Editions en langues étrangères de Pékin)

— **COMMUNIQUE CONJOINT SINO-AMERICAIN** **0,35 F**
(Port en sus : 0,45 F)
— **ALLOCUTIONS DE BIENVENUE A L'ADRESSE DE LA DELEGATION DE LA R.P.C. A L'O.N.U. LE 15 NOVEMBRE 1972** ..... **0,85 F**
(Port en sus : 1,25 F)
— **LE COURANT DE L'HISTOIRE EST IRRESISTIBLE** ..... **0,50 F**
(Port en sus : 0,45 F)
— **GRANDS CHANGEMENTS AU TIBET** ..... **0,85 F**
(Port en sus : 0,65 F)
— **GEOGRAPHIE DE LA CHINE** ..... **1,05 F**
(Port en sus : 0,65 F)

★

NAIM FRASHERI (Editions en langues étrangères de Tirana)

— **HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE** **4 F**
— **RAPPORT PRESENTE AU VI^e CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE** (par Enver HOXHA) ..... **3 F**
(Ce titre, PRESQUE épuisé en édition originale albanaise, est en cours de réédition par E-100)
— **LES QUESTIONS DU LENINISME** (par STALINE) **10 F**
(Port en sus : 2,65 F)
— **LENINE** (par STALINE) ..... **3 F**
(Port en sus : 1,65 F)

Le Centre de Diffusion E-100 est habilité à fournir les librairies et organismes passant des commandes collectives, en leur consentant les ristournes commerciales en vigueur.

E-100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

L'ITALIE, POINT CHAUD DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE

Que se passe-t-il en Italie ? L'« automne chaud » qui s'y développe actuellement place à nouveau, au premier plan de l'actualité, la lutte exceptionnellement combative du prolétariat Italien.

Ces nombreuses et dures grèves qui se mènent de l'autre côté des Alpes concernent au premier chef la classe ouvrière de notre pays. Sur de multiples points il existe une profonde similitude de situation entre la France et l'Italie. Leurs deux peuples vivent sous la loi impitoyable d'un capitalisme monopoliste d'Etat développé. Des partis réactionnaires gèrent l'appareil d'Etat pour le plus grand profit des trusts capitalistes. La classe ouvrière possède d'anciennes et profondes traditions de lutte, tandis que P« C »F et P« C »I, représentant les deux partis révisionnistes les plus développés d'Europe Occidentale, s'accordent à dévoyer les luttes et à faire le lit de la fascisation.

C'est pourquoi les enseignements du combat que mène le prolétariat d'Italie nous sont précieux.

LA REALITE DU « MIRACLE ECONOMIQUE »

Il y a quelques années encore, il était d'usage chez nos bourgeois de vanter bien fort le développement rapide et brillant de l'économie capitaliste italienne. Maintenant ces chantres se taisent prudemment. Car la classe bourgeoise italienne n'est pas épargnée par la crise générale du capitalisme.

Les rumeurs persistantes d'une éventuelle dévaluation de la lire en portent témoignages.

Les « restructurations économiques » destinées à résister à la concurrence — dans le cadre du Marché Commun, notamment — se traduisent par des fournées impressionnantes de licenciements : Plus de 200 000 dans la seule industrie, au cours de l'année écoulée.

La classe ouvrière souffre pourtant déjà d'un chômage massif : un million de chômeurs officiels en Italie ; près de deux millions de chomeurs réels avec, en particulier, les ouvriers agricoles du Sud qui ne trouvent guère à travailler que trois mois par an.

Dans le même temps où les salaires stagnent, la hausse des prix bat tous les records. S'y ajoute le poids de l'IVA — l'équivalent de notre TVA — qui n'a pas fini de faire sentir ses effets. Elle sera responsable d'une prochaine augmentation générale des prix d'environ 8 %.

L'Etat-patron gère lui-même directement une partie importante de l'économie puisque sont nationalisés : les hydrocarbures, les chantiers navals, certaines entreprises métallurgiques, les industries aéronautiques... etc.

Il donne le ton en licenciant massivement et en résistant obstinément aux revendications de salaires des ouvriers.

UNE BOURGEOISIE INQUIETE QUI FOURBIT SES ARMES

Ayant largué ses anciens alliés socialistes, la réactionnaire Démocratie chrétienne, dirigée par Andréotti, règne désormais sans partage sur l'appareil d'Etat.

Mais inquiète de la magnifique combativité de la classe ouvrière qui lui porte des coups redoutables, la Démocratie chrétienne gouverne désormais en complicité ouverte avec les fascistes. La tactique suivie est invariable : Au moment opportun, les fascistes montent une provocation. Aussitôt l'appareil d'Etat — géré par la Démocratie chrétienne — intervient pour réprimer la classe ouvrière et les militants révolutionnaires, sous prétexte de rétablir l'ordre.

C'est ainsi que l'enquête ouverte après les attentats contre des militants n'a pu faire autrement que de conclure à la culpabilité des fascistes. Pourtant le militant anarchiste Valpreda pourrit toujours en prison sous une inculpation mensongère.

De même l'assassinat de l'éditeur Feltrinelli — présenté comme un règlement de compte entre gauchistes — a servi de prétexte au déclenchement de gigantesques opérations policières dirigées contre les militants révolutionnaires : En trois mois, 1 372 opposants politiques ont été arrêtés et inculpés ; Parmi eux, plus de 500 ouvriers !

Chaque jour la criminalité fasciste devient plus arrogante. Attentats, violence, actes d'agressions se multiplient.

« ANDREOTTI COMMANDE, ALMIRANTE EXECUTE »

Ce n'est pas seulement la force effective des fascistes qui dicte cette attitude, mais bien la certitude d'être protégés par l'appareil d'Etat, de pouvoir compter sur une immunité permanente.

En juillet dernier, des bandes fascistes tirent sur des militants révolutionnaires à Milan ; Elles en blessent un autre à Pise. Le 25 août un jeune ouvrier révolutionnaire, Mario Lupo, âgé de 19 ans est assassiné d'un coup de couteau en plein cœur par un fasciste notoire de Parme.

Parmi les mots d'ordre scandés par les 50 000 personnes qui suivent son cercueil, une dénonciation explicite : « Andréotti commande, Almirante exécute ! »

Ce dernier, chef du M.S.I., ancien collaborateur des nazis, peut parader à ses meetings en affirmant, comme à Florence en juin dernier : « Une tentative de coup d'Etat menace la droite nationale et les forces de l'ordre... Si le gouvernement continue à manquer à son rôle, nous sommes prêts à nous substituer à l'Etat. » Pour l'instant les monopoles italiens ne l'utilisent que comme instrument de la Démocratie chrétienne par laquelle ils gouvernent. Même si le nombre non négligeable de suffrages qu'il recueille — 3 600 000 aux dernières élections — reflète les contradictions qui se développent dans leurs rangs.

C'est la même tactique que viennent d'adopter les fascistes français regroupés au sein d'un prétendu « Front National » dans la perspective des élections à venir : l'affirmation d'une volonté de prise de pouvoir « démocratique », la volonté d'un visage « d'ordre », mais en fait actuellement, des bandes armées au service de la réaction au pouvoir. Cette identité de démarche a été caractérisée par l'adoption d'un sigle reproduisant très exactement celui du M.S.I. : une flamme tricolore surmontant un trapèze symbolisant la tombe de Mussolini !

LE PROGRAMME DU P.« C. »I. : ELECTIONS, ALTERNANCE ET CAPITALISME

Alors que la bourgeoisie au pouvoir se moque du Parlement en prenant toutes les décisions importantes en dehors de lui, le parti Révisionniste Italien continue de tromper sciemment les travailleurs sur « l'immense importance » du Parlement, sabotant les luttes pour recueillir un peu plus de voix dans les urnes électorales.

Alors que les dirigeants démo-chrétiens gouvernent en complicité ouverte avec les fascistes, les révisionnistes passent des alliances au sommet avec la Démocratie chrétienne, lui permettant de se refaire ainsi une virginité aux yeux des masses.

Quand une bombe a éclaté récemment sur la tombe de Mussolini, haut lieu de pélerinage de tous les nostalgiques du fascisme, la municipalité révisionniste a joint ses voix au chœur des petits commerçants fascisants qui vivaient de la vente de « souvenirs », en déclarant que « toute tombe doit être respectée » et que « ces choses appartiennent au passé », au moment où le fascisme, lui, est bien vivant !

L'ampleur de leur trahison vient de se manifester de façon spectaculaire par les déclarations du Président du groupe parlementaire révisionniste à l'assemblée, Galuzzi. Après avoir affirmé son attachement au « pluripartisme ». Il déclare : **« Nous sommes en effet partisans de l'alternance des forces au pouvoir. Si le peuple Italien nous accorde demain, par un vote libre, sa confiance, nous n'hésiterons pas à assumer nos responsabilités. Si après-demain il nous rejette dans l'opposition, nous respecterons sa volonté... »** Ainsi, pour les révisionnistes italiens « le peuple italien » comprend tous ceux qui votent, voix populaires et voix bourgeoises « fraternellement » mêlées. Et si la droite manigance son retour au pouvoir, il ne reste qu'une chose à faire : s'incliner !

Et d'ajouter : **« Nous croyons qu'il ne peut y avoir, du moins dans un temps prévisible, de contre-proposition qui pourrait se poser en rival sérieux du modèle de l'économie de marché... »** Autrement dit, du capitalisme. Voilà qui est lâché ! Et c'est à ces déclarations que le P« C »F fait écho en affirmant par la bouche de Roland Leroy : « Notre accord (avec le P« C »I) est profond sur toutes les questions essentielles ! » Et de fait, il n'y a pas de divergences entre eux : tous deux révisent le marxisme !

LA CLASSE OUVRIERE S'ORGANISE A LA BASE

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les luttes de la classe ouvrière italienne qui ont pris, depuis le « mai rampant » de 1968, une ampleur exceptionnelle.

Ces luttes ne sont pas le fait des Etats-majors réformistes et révisionnistes des syndicats qui se montrent tout dévoués aux intérêts du patronat. La préoccupation essentielle de la CISL est en effet de « repousser le maximalisme des revendications et de s'opposer aux aspiration agressives de certaines catégories ». Pour les révisionnistes de la CGIL, le problème principal est « l'accroissement du niveau de la production » ce qui la conduit à évoquer positivement, dans une brochure récente, le mécanisme de la loi anti-grève britannique. Voilà qui explique le regroupement syndical qui s'effectue : qui se ressemble s'assemble ! D'autant plus que la classe ouvrière italienne n'a pas attendu ces mariages au sommet pour créer, à la base, son unité de lutte. Et cette unité, elle s'est donné les moyens de l'organiser, indépendamment des syndicats qui de mauvais gré, sont contraints d'en tenir compte. Les Comités d'Ateliers et Conseils d'Usine qui rassemblent démocratiquement tous les travailleurs qui entendent se battre sur des positions de classe, qu'ils soient ou non syndiqués, sont devenus une force avec laquelle il faut compter et qui fait pression sur les syndicats de base.

Démarrés, bien souvent, sur une base anarcho-syndicaliste, ils se sont politisés dans la lutte. C'est eux qui ont infléchi la récente plate-forme revendicative des métallos dans un sens positif. C'est eux qui ont conduit au rejet de la revendication révisionniste de subventionner les petites industries. C'est eux qui, lors de l'assassinat de Mario Lupo, ont contraint les syndicats à lancer un mot d'ordre de grève qui a paralysé le port de Gênes. Ils étaient présents dans les manifestations populaires anti-fascistes qui ont suivi le crime, et au cours desquelles le siège local du MSI a été incendié par la foule.

Au cours de l'automne, période de renouvellement des contrats de travail, ils dépassent largement les objectifs syndicaux en s'attaquant aux conditions de travail, aux cadences, au chômage, etc., et impulsent au cours des manifestations, leurs justes mots d'ordre : « La classe ouvrière ne veut pas de division. Tous unis dans la lutte ! »

Ces comités d'usine associent étroitement dans l'action travailleurs actifs et chômeurs. Ils orientent et dirigent les luttes des comités de quartiers qui se multiplient : solidarité aux grévistes, luttes pour le logement, contre la hausse desp rix, la pollution, etc.

Ils sont le creuset d'une lente prise de conscience révolutionnaire qui s'exprime déjà clairement : « Les luttes dans l'usine ne suffisent pas. » C'est de l'appareil d'Etat bourgeois que la classe ouvrière doit s'emparer pour le briser et instaurer son propre pouvoir.

LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (MARXISTE-LENINISTE) MONTRE LE CHEMIN

La classe ouvrière italienne n'est pas seule dans son combat. Dès 1966 son avant-garde, fidèle aux enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé toung, s'est réorganisée dans un parti authentiquement communiste, héritier des meilleures traditions révolutionnaires du prolétariat italien,

Le P.C.I. (M.L.) s'édifie dans les luttes de la classe ouvrière au sein des usines, ses forteresses. Il est présent et actif dans les luttes populaires. Il organise, sous sa direction, le mouvement de la Jeunesse, le mouvement de Femmes. Contre les trahisons et les mensonges révisionnistes, il affirme bien haut dans son organe central « Nuova Unita » la juste ligne qui conduira le peuple, classe ouvrière en tête, à briser, par la violence prolétarienne, l'appareil d'Etat bourgeois.

Fidèle aux enseignements de Gramsci, il affirme la nécessité impérative de défendre chaque pouce des libertés démocratiques et impulse l'action de nombreux comités anti-fascistes et anti-impérialistes qui organisent les anti-fascistes militants.

Il trace ainsi à la classe ouvrière italienne les perspectives de sa libération révolutionnaire et constitue la garantie de sa victoire future sur les exploiteurs.

Annie BRUNEL

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972